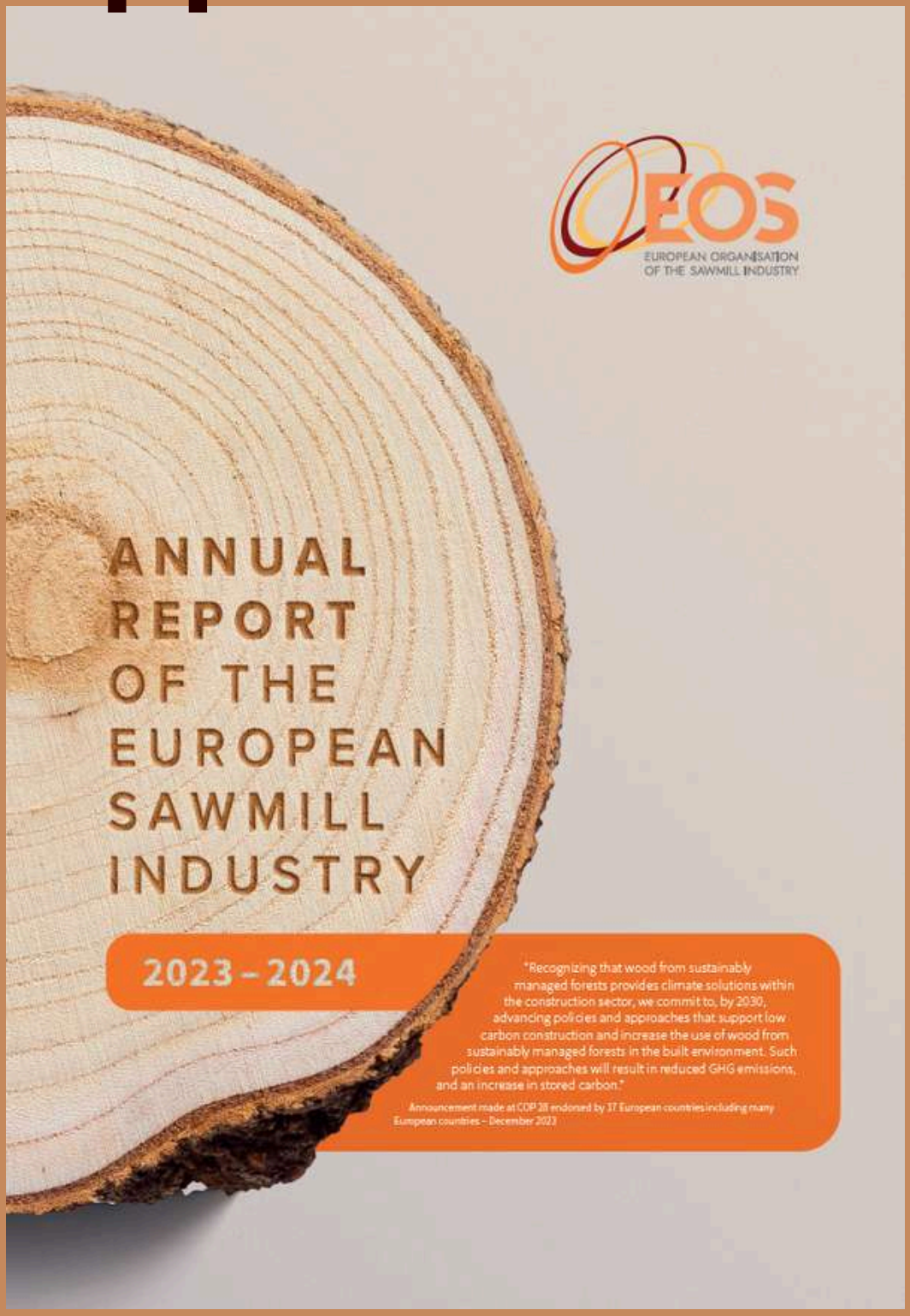
FNB
FÉDÉRATION NATIONALE DU BOIS

SYNTHÈSE

Rapport annuel



AVEC LE SOUTIEN DE

France Bois Forêt
INTERPROFESSION NATIONALE

SOMMAIRE

Situation économique générale 3

Analyse des forêts et de l'approvisionnement en matières premières dans l'Union européenne, et aperçu dans le reste du monde 17

Aperçu des marchés mondiaux du bois de sciage - Amérique du Nord, Chine, Russie 30

Principaux résultats de l'étude de marché EOS | avril 2024 45

Rapport national 49

SITUATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Vue d'ensemble et focus sur l'UE

Les perspectives de croissance pour 2024 sont revues à la baisse à 0,9 % dans l'UE. En 2025, l'activité économique devrait augmenter de 1,7 % dans l'UE. L'inflation dans l'UE devrait passer de 6,3 % en 2023 à 3,0 % en 2024 et à 2,5 % en 2025.

La croissance modeste de l'année dernière s'explique en grande partie par la dynamique du rebond économique post-pandémique des deux années précédentes. Dès la fin de l'année 2022, l'expansion économique s'est brutalement arrêtée et l'activité a depuis globalement stagné, dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat des ménages, d'effondrement de la demande extérieure, de fort resserrement monétaire et de retrait partiel des aides fiscales en 2023.

L'économie de l'UE a donc entamé l'année 2024 sur une base plus faible que prévu. Après avoir évité de justesse une récession technique au second semestre de l'année dernière, les perspectives pour le premier trimestre 2024 restent modérées.
La chute brutale des prix de l'énergie a été suivie d'une modération généralisée et plus rapide que prévu des pressions sur les prix.

L'offre d'énergie restant supérieure à la demande, les prix au comptant et à terme du pétrole et surtout du gaz sont désormais nettement inférieurs aux hypothèses formulées à l'automne. Les prix de détail de l'énergie devraient donc continuer à baisser, ce qui aidera l'UE à retrouver une partie de la compétitivité perdue pendant la crise énergétique.

Malgré la pression exercée par l'augmentation des coûts de transport dans le sillage des perturbations commerciales de la mer Rouge, l'inflation sous-jacente continue de baisser régulièrement, mais la crise de la mer Rouge ne doit pas être sous-estimée. Les conditions de crédit restent strictes, mais les marchés s'attendent désormais à ce que le cycle d'assouplissement commence plus tôt. Il est remarquable que le marché du travail de l'UE continue d'afficher de bonnes performances.

Dans l'ensemble, les conditions d'une accélération progressive de l'activité économique cette année semblent toujours réunies. Avec la décélération de l'inflation, la croissance des salaires réels et la bonne tenue de l'emploi devraient favoriser un rebond de la consommation. Malgré la baisse des marges bénéficiaires, l'investissement devrait bénéficier d'un assouplissement progressif des conditions de crédit et de la poursuite du déploiement du mécanisme de relance et de résilience (RRF). Le rythme de la croissance devrait se stabiliser à un niveau globalement conforme au potentiel, à partir du second semestre de cette année.

Les tensions géopolitiques prolongées et l'extension du conflit du Moyen-Orient à la mer Rouge font pencher la balance des risques vers des résultats plus défavorables. De nouvelles perturbations commerciales pourraient entraîner une nouvelle tension dans les chaînes d'approvisionnement, entravant la production et augmentant les pressions sur les prix.

Sur le plan intérieur, une reprise plus rapide de la consommation, une croissance des salaires plus élevée que prévu et une baisse des marges bénéficiaires moins importante que prévu pourraient freiner le processus de désinflation. En revanche, une transmission plus persistante des conditions monétaires encore strictes pourrait retarder davantage le rebond de l'activité économique et faire baisser l'inflation. Les risques climatiques et la fréquence croissante des phénomènes météorologiques extrêmes continuent de constituer des menaces.

L'industrie et la construction ont accentué leur repli, tandis que les services à forte intensité de contacts ont stagné. La valeur ajoutée dans l'industrie a continué de diminuer depuis le second semestre 2022, parallèlement à la production industrielle. Alors que la production des secteurs à forte intensité énergétique s'est stabilisée à un niveau bas, la baisse sur la majeure partie de l'année 2023 s'est produite dans les secteurs à moindre intensité énergétique, notamment les biens d'investissement.

Les pays à l'origine de l'essentiel de la baisse sont l'Irlande (récupération statistique de la forte dynamique de 2022) et l'Allemagne, sous l'effet conjugué de facteurs structurels (coût élevé de l'énergie nuisant à la compétitivité internationale, transformation du pôle automobile) et conjoncturels (faiblesse de la demande de biens d'investissement). L'activité de construction a continué de stagner en raison de la hausse des coûts des matériaux et du financement qui pèse sur la demande. La valeur ajoutée dans les services à forte intensité de contact (liés à la consommation) s'est redressée pour se situer juste au-dessus des niveaux d'avant la pandémie, mais la poursuite de la croissance a été faible, reflétant peut-être la restriction des dépenses des ménages pour les services non essentiels. En revanche, les autres services marchands (par exemple, les communications, la finance et les services aux entreprises) ont continué à croître de manière constante.

L'évolution de l'agriculture et des services publics est restée modérée pendant la majeure partie de l'année 2023, la valeur ajoutée brute de l'agriculture se stabilisant à un niveau toujours inférieur aux valeurs d'avant la pandémie, reflétant également les divers événements météorologiques extrêmes qui ont touché l'Europe l'année dernière.

Les dernières données à haute fréquence indiquent une faiblesse persistante dans l'industrie, la construction et le commerce de détail à la fin de l'année 2023. Les données relatives à la production dans l'industrie et la construction en octobre et novembre 2023 confirment la tendance à la baisse des trois premiers trimestres de l'année.

La solidité des bilans des entreprises a été un élément clé de la reprise après la pandémie. Les sociétés non financières de l'UE sont entrées dans la crise pandémique dans une position solide. Selon les comptes sectoriels, les ratios d'endettement étaient à des niveaux historiquement bas. Les ratios de liquidité étaient également relativement élevés, dans un contexte de conditions financières favorables.

La réponse politique exceptionnelle apportée pendant la pandémie a été cruciale pour préserver les bilans sains des entreprises, leur permettant de conserver leurs fonds propres et leurs liquidités sans accumuler des niveaux d'endettement élevés. En 2023-T3, les ratios d'endettement et de liquidité sont restés à peu près aux niveaux d'avant la pandémie, tandis que le ratio de la dette à l'excédent brut d'exploitation a commencé à diminuer en 2021.

La flambée des prix de l'énergie, l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et la hausse des taux d'intérêt ont toutefois pesé sur la rentabilité des entreprises. Le rebond post-pandémique a augmenté la rentabilité, améliorant encore la position des entreprises. La suppression progressive des mesures de soutien liées à la pandémie, la flambée des prix de l'énergie, la hausse des taux d'intérêt et l'augmentation du coût de la main-d'œuvre ont toutefois pesé sur les bénéfices des entreprises. La part des bénéfices diminue depuis le début de 2023, et le ratio de l'excédent brut d'exploitation aux dépenses d'intérêt, indicateur de la capacité de service de la dette des entreprises, a chuté depuis le milieu de l'année 2022.

Depuis le début de la pandémie, les ménages de la zone euro ont accumulé un important stock d'épargne. Le taux d'épargne des ménages dans la zone euro (corrigé des variations saisonnières) est passé d'une moyenne trimestrielle d'environ 13 % du revenu disponible brut en 2019 à environ 21 % entre le deuxième trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2021, sous l'effet de restrictions de la consommation et de mesures politiques qui ont compensé les déficits de revenus du travail et de revenus non liés au travail. Les ménages n'ont pas utilisé leur épargne excédentaire pour stimuler leur consommation autant que prévu. Les prévisions économiques européennes successives avaient prévu que le niveau élevé de l'épargne supplémentaire, en grande partie détenue sous forme d'actifs liquides, finirait par soutenir la croissance de la consommation.

À l'avenir, un déblocage significatif de l'épargne « excédentaire » pour donner un coup de pouce supplémentaire à la consommation semble moins probable qu'on ne le pensait, notamment en raison de la résurgence de l'incertitude. Les facteurs qui poussent les ménages à conserver leur épargne, examinés ci-dessus - l'augmentation du coût d'opportunité de la consommation et la nécessité de reconstituer leurs réserves financières - ne sont pas susceptibles de s'estomper à court terme.

Grandes économies non membres de l'UE présentant un intérêt pour l'industrie des scieries de l'UE

Japon

La reprise au Japon peine à prendre de l'ampleur. Le PIB réel s'est contracté au troisième trimestre, l'inflation ayant érodé le pouvoir d'achat. Les dépenses de consommation intérieure réelles ont baissé de 0,3 %, soit la deuxième contraction consécutive. Bien que la politique monétaire reste très accommodante, l'inflation dépasse la croissance des salaires, ce qui entraîne une baisse des dépenses réelles.

L'inflation au Japon continue de dépasser l'objectif de 2 % de la BoJ, avec une inflation globale de 3,3 % en octobre sur une base annuelle. Tant que l'inflation ne diminuera pas ou que les salaires n'augmenteront pas, la demande intérieure devrait rester faible, voire continuer à diminuer. Cette dynamique devrait persister jusqu'au deuxième trimestre 2024, lorsque la croissance des salaires devrait s'accélérer à mesure que la Banque du Japon (BoJ) se montrera plus ferme dans ses efforts pour réduire l'inflation. Au second semestre de l'année, la modération de l'inflation et l'accélération des salaires devraient permettre à une reprise plus forte de s'installer.

Alors que la BoJ s'apprête à relever ses taux, l'économie japonaise semble bien différente de ce qu'elle était au cours des trois décennies qui ont précédé la pandémie. La faiblesse de l'inflation et les taux d'intérêt négatifs ont découragé les ménages d'investir leur épargne dans des actifs qui les protégeraient de l'inflation. Par exemple, les ménages détiennent plus de la moitié de leurs actifs financiers sous forme de liquidités ou de dépôts - bien plus que les 13 % des États-Unis. Les Japonais ont toujours été prudents lorsqu'il s'agit d'investir dans des actions, mais le retour de l'inflation pourrait les faire changer d'avis.

La hausse des taux d'intérêt pourrait également susciter des inquiétudes quant à la dette publique japonaise. Le Japon est l'un des pays les plus endettés, avec un ratio dette/PIB largement supérieur à 200 %. Les taux d'intérêt négatifs ont permis une telle accumulation de dettes. Toutefois, si les charges d'intérêt du gouvernement commencent à augmenter considérablement, la viabilité de la dette pourrait être remise en question. Cela pourrait obliger le gouvernement à faire des choix difficiles concernant ses futurs budgets, ce qui entraînerait des augmentations d'impôts, des réductions de dépenses, ou les deux à la fois.

Les déséquilibres de l'économie japonaise devraient freiner la croissance à court terme. Une inflation élevée dans un contexte de croissance relativement faible des salaires est le principal obstacle à une reprise plus vigoureuse. Nous prévoyons un renversement de ces tendances d'ici le second semestre 2024, mais le shunto (offensive salariale de printemps) de cette année déterminera en grande partie si cela peut se produire. Sans une croissance plus forte des salaires, la demande intérieure aura du mal à se redresser. Dans le même temps, la demande étrangère montre peu de signes d'amélioration, tandis que les taux d'intérêt élevés limitent la capacité du gouvernement à mettre en œuvre des mesures de relance supplémentaires.

Chine

En 2024, l'objectif de croissance reste inchangé à 5 % (en 2023, il a été dépassé puisque la croissance du PIB chinois a atteint 5,2 %) et la politique favorable à la croissance devrait se poursuivre, mais il est peu probable que des mesures de relance à grande échelle soient mises en place. Les décideurs politiques et les investisseurs ont des points de vue différents sur la situation économique actuelle. L'hypothèse de base de J.P. Morgan Research est que le déficit budgétaire officiel augmentera pour atteindre 4,2 % du PIB (dont 3,8 % dans le budget budgétaire de 2024 et 500 milliards de yuans reportés de 2023), tandis que le déficit budgétaire agrégé dans le budget budgétaire passera de 6,4 % du PIB en 2023 à 6,9 % en 2024. Dans le même temps, le déficit budgétaire augmenté sera légèrement plus élevé, à 12,2 % du PIB en 2024, car les postes hors budget ont tendance à se contracter.

« Les politiques budgétaires et monétaires seront mieux coordonnées en 2024 et la politique budgétaire deviendra véritablement accommodante. Nous nous attendons à ce que les postes hors budget, moins transparents, cèdent la place à un déficit budgétaire plus transparent, ce qui est un changement positif. Le gouvernement central augmentera probablement aussi son déficit budgétaire pour atténuer partiellement les difficultés budgétaires des gouvernements locaux », a déclaré Haibin Zhu, économiste en chef pour la Chine et responsable de la recherche économique pour la Grande Chine chez J.P. Morgan. « Nous nous attendons également à ce que le soutien budgétaire continue à donner la priorité à l'investissement, en particulier à l'investissement dans les infrastructures pour les secteurs de la nouvelle économie et à la recherche et au développement pour l'amélioration de la fabrication », a ajouté M. Zhu.

Le marché immobilier chinois a poursuivi son déclin en 2023 et est entré dans une phase de dépassement. En 2023, les ventes de logements neufs ont chuté de 17,3 % (après une baisse de 26,8 % en 2022), les mises en chantier de logements neufs ont chuté de 21,4 % (après une baisse de 40 % en 2022) et l'investissement immobilier a chuté de 9,6 % (contre -10 % en 2022). Le seul indicateur de l'activité immobilière qui a enregistré une croissance positive est l'achèvement des logements neufs, qui a augmenté de 15,8 % en 2023 (contre -14,3 % en 2022).

Parallèlement, les prix des logements neufs se sont stabilisés au premier semestre 2023, mais ont recommencé à baisser plus tard dans l'année, chutant de 2 % au second semestre 2023. La demande est également plus faible à court terme en raison des attentes plus faibles concernant les revenus et les prix des logements, ainsi que des inquiétudes concernant la livraison des logements. Du côté de l'offre, les difficultés de financement des promoteurs immobiliers privés restent un obstacle majeur et il faudra plusieurs années pour que le volume élevé de logements en construction revienne à un niveau normal. Le marché du logement continuera à peser sur la croissance économique, car les investissements immobiliers en pourcentage du PIB sont tombés du pic de 13,9 % en 2020 à une estimation de 9,6 %.

La déflation devrait prendre fin en 2024, mais l'inflation restera probablement faible tout au long de l'année à venir. La Chine est une exception en ce qui concerne la dynamique de l'inflation. Au lieu des problèmes d'inflation courants rencontrés par d'autres pays après la réouverture, la Chine a été confrontée à des pressions déflationnistes accrues.

Les performances en matière de consommation ont été volatiles depuis la pandémie. Au cours des années précédant la pandémie (2018-19), la consommation a contribué en moyenne à hauteur de 61 % à la croissance du PIB. Cette contribution est devenue négative en 2020 pour la première et unique fois dans les annales, avant de rebondir puis de chuter à nouveau, conformément aux restrictions imposées par le COVID. Après la réouverture, la consommation a été l'un des principaux moteurs de la croissance en 2023, contribuant à hauteur de 82 % à la croissance du PIB (soit 4,3 points de pourcentage) en 2023. Néanmoins, la contribution moyenne sur quatre ans de 2,5 points de pourcentage est beaucoup plus faible que dans les années précédant la pandémie.

En quatre décennies de croissance rapide, la Chine est devenue une plaque tournante de l'industrie manufacturière mondiale. En 2022, elle représentait 18 % du PIB mondial (contre 2,7 % en 1980), 15 % des exportations mondiales de marchandises et 30 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale. À l'avenir, la Chine restera une plaque tournante importante, mais son rôle dominant devrait s'affaiblir.

Russie

L'économie russe est entrée en récession en 2022, mais elle a résisté beaucoup mieux que prévu initialement, malgré des sanctions de grande ampleur. Le PIB réel s'est contracté de 2,1 %, sous l'effet d'une baisse des stocks, d'une contribution négative du commerce net et d'une diminution des dépenses de consommation. En 2023, l'économie a fortement rebondi grâce à d'importantes mesures de relance budgétaire qui ont soutenu la demande intérieure. Le PIB réel a augmenté de +2,9 % en glissement annuel au cours des trois premiers trimestres et est estimé à plus de +3 % pour l'ensemble de l'année 2023. La Russie a également été en mesure de détourner une grande partie de ses exportations. Alors que les sanctions occidentales ont été renforcées - notamment l'embargo de l'UE et le plafonnement des prix (à 60 USD/b) des pays du G-7 sur les importations maritimes de pétrole brut russe à partir de décembre 2022 et l'interdiction par l'UE des produits pétroliers russes à partir de février 2023 - la Chine, l'Inde et la Turquie sont devenues les principaux acheteurs de pétrole russe et une partie de leurs importations a été « remélangée » et revendue aux pays frappés par les sanctions en vigueur. L'activité économique devrait se ralentir au cours des deux prochaines années en raison du ralentissement de la demande intérieure dû à la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, et des difficultés à remplacer les marchés européens perdus pour les exportations de gaz. Dans l'ensemble, nous prévoyons une croissance annuelle moyenne du PIB d'environ +1,5 % en 2024-2025.

L'inflation des prix à la consommation n'a cessé d'augmenter, passant de 2,3 % en avril 2023 à 7,4 % à la fin de l'année, la suppression des importations, les pénuries de main-d'œuvre, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la faiblesse de la monnaie en 2023 ayant exercé une pression à la hausse sur les prix. La baisse des prix du pétrole et du gaz en 2023 a considérablement affaibli la demande pour le rouble russe (RUB), qui a perdu 30 % de sa valeur par rapport au dollar depuis fin novembre 2022, date à laquelle l'embargo pétrolier de l'Occident et les plafonds de prix sont entrés en vigueur. Nous prévoyons que l'inflation globale restera élevée pendant un certain temps et commencera à se modérer au second semestre de cette année. Nous prévoyons une moyenne d'environ 6,5 % en 2024 et de 4,5 % en 2025. En réponse à l'affaiblissement du rouble et aux pressions inflationnistes croissantes, la CBR a relevé son taux d'intérêt directeur de 7,50 % à 16,00 % au second semestre 2023. Nous pensons que la politique monétaire restera stricte jusqu'à ce qu'une désinflation substantielle s'installe.

Le déficit budgétaire de la Russie s'est creusé en 2023, principalement en raison de l'augmentation des dépenses de défense et des dépenses sociales, ainsi que de la baisse des recettes d'exportation d'énergie. À l'avenir, les dépenses militaires devraient atteindre environ 6 % du PIB en 2024, soit environ un tiers du budget total.

Cependant, les recettes devraient également augmenter, en partie grâce à des taxes spéciales sur les entreprises du secteur de l'énergie. Dans l'ensemble, nous prévoyons un déficit budgétaire annuel d'environ -2 % du PIB en 2024. La Russie financera ce déficit par l'émission d'obligations nationales (OFZ) et par des retraits du National Wealth Fund (NWF, un fonds souverain). Cela dit, il convient de noter qu'une réduction substantielle du fonds souverain, ainsi que des réductions potentielles des dépenses dans les années à venir, auraient des effets cruciaux à moyen et à long terme sur l'économie et le bien-être de la population russe.

Les réserves de change de la Russie se sont redressées depuis septembre 2022 et nous nous attendons à ce que l'économie russe soit en mesure de faire face aux sanctions occidentales en 2024. Les réserves de change (hors or) sont passées de 498 milliards USD en janvier 2022 à un creux temporaire de 417 milliards USD (y compris les réserves de change gelées) en septembre 2022, dont la moitié environ était due à la force du dollar qui pesait sur la valorisation des actifs dans d'autres monnaies. Depuis lors, elles se sont quelque peu redressées et s'établissaient à 443 milliards d'USD à la fin de 2023. L'inversion de l'effet de valorisation a joué un rôle dans la reprise, mais l'excédent record de la balance courante de 238 milliards d'USD (+10,5 % du PIB) en 2022 et la dédollarisation du commerce extérieur ont probablement été plus importants. Le renminbi chinois gagne en popularité dans le commerce extérieur de la Russie, de sorte que les prochaines recettes d'exportation ne peuvent plus être gelées par les sanctions occidentales. En partant de l'hypothèse que les réserves de change gelées sont restées à peu près stables à 238 milliards d'USD (la moitié des réserves de change totales en février 2022) depuis le début de la guerre, les réserves de change disponibles sont actuellement estimées à un peu plus de 200 milliards d'USD. Ce niveau

Ce niveau est suffisant pour couvrir six mois d'importations. Dans le même temps, l'excédent de la balance courante s'est nettement réduit pour atteindre 53 milliards USD en 2023 (environ +2,7 % du PIB), principalement en raison de la baisse des recettes d'exportation de l'énergie, et nous prévoyons qu'il restera proche de ce niveau en 2024. Cependant, cet excédent devrait permettre d'éviter une forte baisse des réserves de change disponibles au cours de l'année prochaine.

ÉTATS-UNIS

L'économie américaine a entamé l'année 2024 sur des bases solides. Divers indicateurs de l'activité économique, du marché du travail, du sentiment et de l'inflation ont généralement évolué dans un sens favorable. Toutefois, des vents contraires, tels que l'augmentation de la dette des consommateurs et les taux d'intérêt élevés, pèseront sur la croissance économique. Bien que nous ne prévoyions plus de récession en 2024, nous nous attendons à un ralentissement de la croissance des dépenses de consommation et à un ralentissement de la croissance globale du PIB à moins de 1 % au cours des deuxième et troisième trimestres 2024. Par la suite, l'inflation et les taux d'intérêt devraient se normaliser et la croissance trimestrielle annualisée du PIB devrait converger vers son potentiel de près de 2 % en 2025. Les dépenses de consommation aux États-Unis ont remarquablement résisté en 2023 malgré une inflation élevée et des taux d'intérêt plus élevés.

Toutefois, cette tendance commence déjà à s'atténuer au début de 2024. Par exemple, la croissance des ventes au détail au cours des deux premiers mois de l'année a été faible. Les gains de croissance du revenu personnel disponible réel s'atténuent, l'épargne pandémique s'amenuise et l'endettement des ménages augmente. Les consommateurs consacrent une part plus importante de leur revenu au service de la dette et les impayés augmentent. En outre, la croissance des plans « acheter maintenant, payer plus tard » pourrait également peser sur les dépenses futures à mesure que les factures arrivent à échéance. Ainsi, nous prévoyons que la croissance globale des dépenses de consommation ralentira progressivement jusqu'à s'arrêter au troisième trimestre 2024, les ménages s'efforçant de trouver un nouvel équilibre entre le revenu, l'endettement, l'épargne et les dépenses. Bien que nous anticipions un assouplissement des conditions du marché du travail au cours de cette période, nous ne nous attendons pas à ce qu'elles se détériorent.

À mesure que l'inflation et les taux d'intérêt diminuent, la consommation devrait à nouveau augmenter à la fin de l'année 2024. Après un pic au début de 2023, la croissance de l'investissement des entreprises s'est ralentie au second semestre 2023, les hausses de taux d'intérêt rendant les activités de financement plus coûteuses. Cette tendance devrait s'intensifier au premier semestre 2024, car la Fed résiste aux appels à réduire les taux d'intérêt, probablement jusqu'en juin 2023. L'investissement résidentiel, qui s'était contracté depuis 2021, a recommencé à croître au troisième trimestre 2023. La demande persistante de logements et la pénurie d'offres en ont été le moteur. Cependant, à l'avenir, nous ne nous attendons pas à ce que la croissance de l'investissement résidentiel s'améliore durablement avant que les taux d'intérêt ne commencent à baisser.

Les dépenses publiques ont contribué positivement à la croissance en 2023 en raison des dépenses fédérales non liées à la défense associées à la législation sur l'investissement dans les infrastructures adoptée en 2021 et 2022. Cependant, la croissance devrait ralentir en 2024 et 2025 lorsque les dépenses d'infrastructure se stabiliseront. En outre, la volatilité politique entourant la politique fiscale, la dette et les dépenses pourrait avoir un impact sur les dépenses publiques au cours des prochaines années.

Les tensions sur le marché du travail ont été remarquablement persistantes au cours de l'année dernière. Comme cela devrait se poursuivre au cours des prochains trimestres, nous ne nous attendons pas à ce que les marchés du travail s'effilochent même si l'économie ralentit. Ce resserrement reflète en grande partie la diminution de la main-d'œuvre à mesure que les baby-boomers partent à la retraite. Les entreprises devraient donc être réticentes à licencier. En ce qui concerne l'inflation, les progrès devraient se poursuivre au cours des prochains trimestres, mais il y aura des accrocs. Les chaînes d'approvisionnement continuent de s'assainir et les pressions sur les prix émanant des logements et des services continuent de se modérer lentement. En particulier, la demande de services devrait se tasser à mesure que les dépenses de consommation diminuent.

Nous prévoyons que l'inflation globale PCE atteindra l'objectif de 2 % de la Fed au troisième trimestre 2024. Cette prévision déclenchera des baisses de taux à partir de juin 2024. Nous prévoyons des réductions de 25 points de base à chaque réunion (125 points de base en 2024) jusqu'à ce que les taux tombent en dessous de 3 % au troisième trimestre 2025.

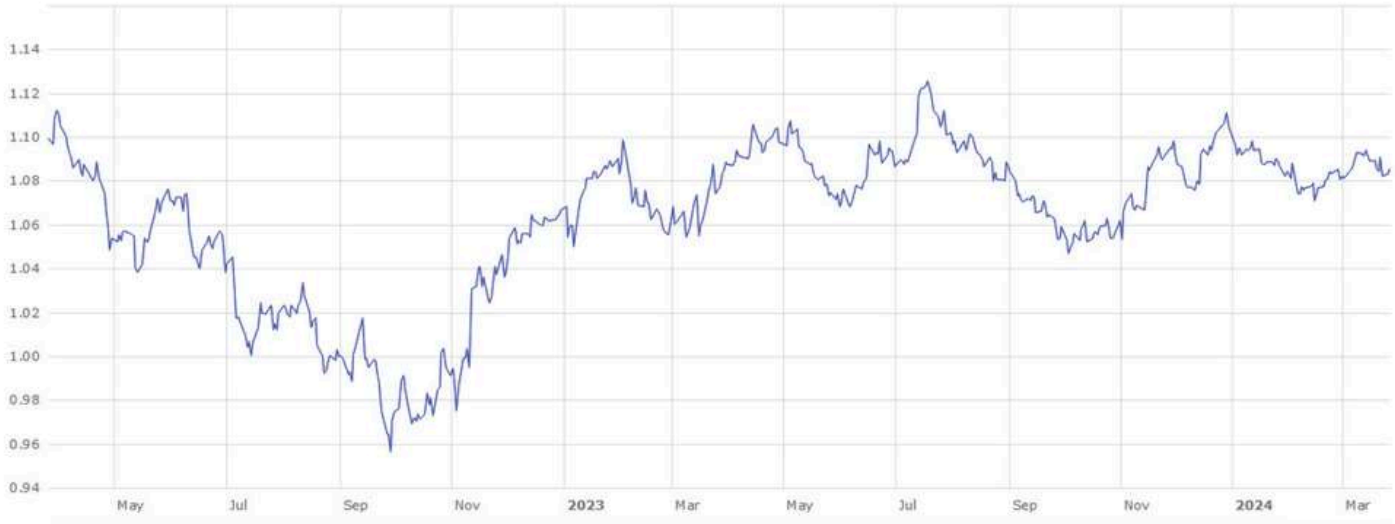
Taux de change

Le taux de change entre deux monnaies est un moteur important du commerce. Toutes choses égales par ailleurs, une monnaie forte dans le pays A (par rapport aux partenaires commerciaux) favorisera les importateurs du pays A, tandis qu'une monnaie faible dans le pays A favorisera les exportateurs du pays A.

Les fluctuations des taux de change affectent donc le commerce et les industries, et l'industrie européenne de la scierie ne fait pas exception à la règle. Il est donc utile d'inclure une vue d'ensemble des taux de change dans ce chapitre. Dans les figures ci-dessous, nous présentons le taux de change de l'euro par rapport à différentes devises au cours des deux dernières années (données mises à jour à la mi-avril 2023).

L'euro vis-à-vis du dollar américain s'est déprécié pendant un peu moins d'un an et demi, jusqu'à l'automne 2022, passant même en dessous de la parité pour la première fois en vingt ans. Depuis lors, l'euro a commencé à s'apprécier et, à la fin du premier trimestre 2023, il est à nouveau au-dessus de la parité, à 1 euro = 1,09 dollar. Au cours des deux dernières années, le dollar a atteint son niveau le plus bas (par rapport à l'euro) en mai 2021, avec 1 euro = 1,23 dollar, et son niveau le plus élevé en septembre 2022, avec 1 euro = 0,95 dollar.

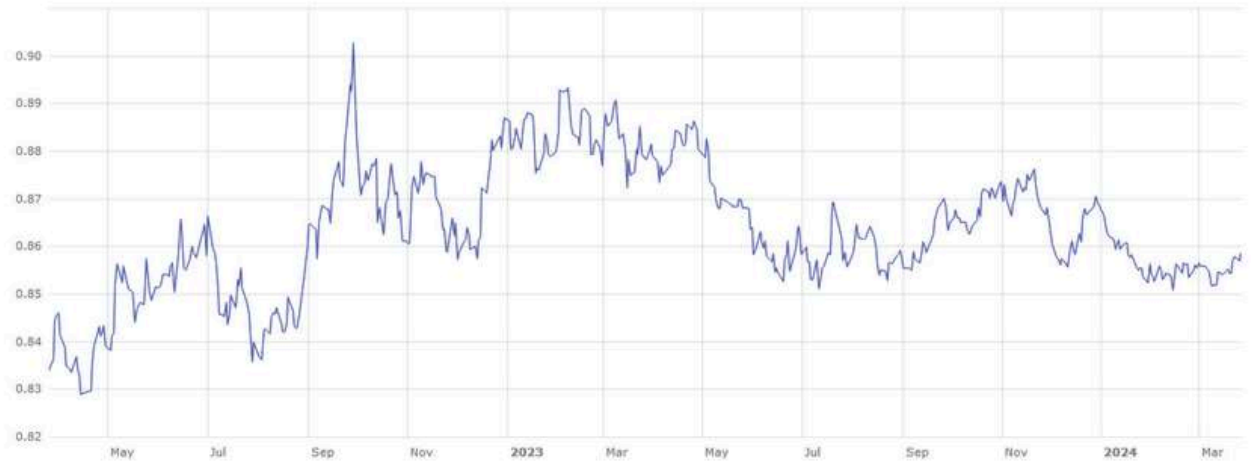
EUR vs USD, avril 2022 - avril 2024



Source: European Central Bank, 2024

Du printemps 2022 à la fin du printemps 2023, la livre sterling s'est dépréciée par rapport à l'euro, mais elle s'est ensuite appréciée à l'été 2023 et depuis lors, le taux de change est relativement stable, en particulier en 2024. Au cours des deux dernières années, la livre sterling a atteint son niveau le plus élevé (par rapport à l'euro) en avril 2022 (1 euro = 0,82 GBP) et son niveau le plus faible en septembre 2022 (1 euro = 0,90 GBP).

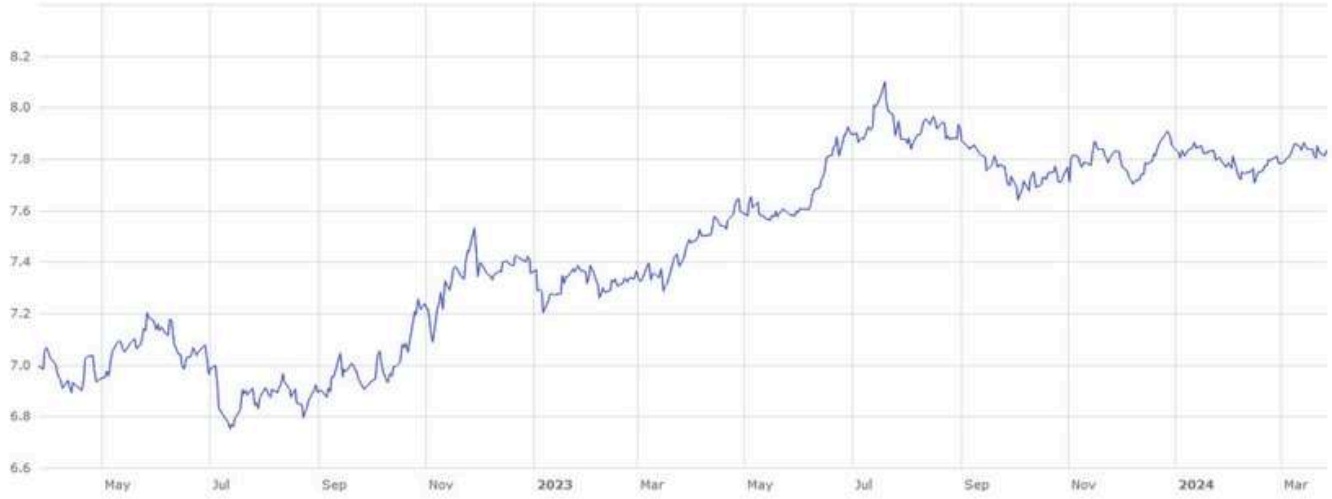
EUR vs GBP, avril 2022 - avril 2024



Source: European Central Bank, 2024

À partir du second semestre 2022, l'euro s'est apprécié par rapport au yuan chinois jusqu'à l'été 2023. Après une légère dépréciation à l'automne, le taux de change s'est stabilisé au cours des derniers mois. Au cours des deux dernières années, le CNY a atteint son niveau le plus élevé (par rapport à l'euro) en juillet 2022, lorsque 1 euro = 6,75 CNY, et son niveau le plus faible en juillet 2023, lorsque 1 euro = 8,10 CNY.

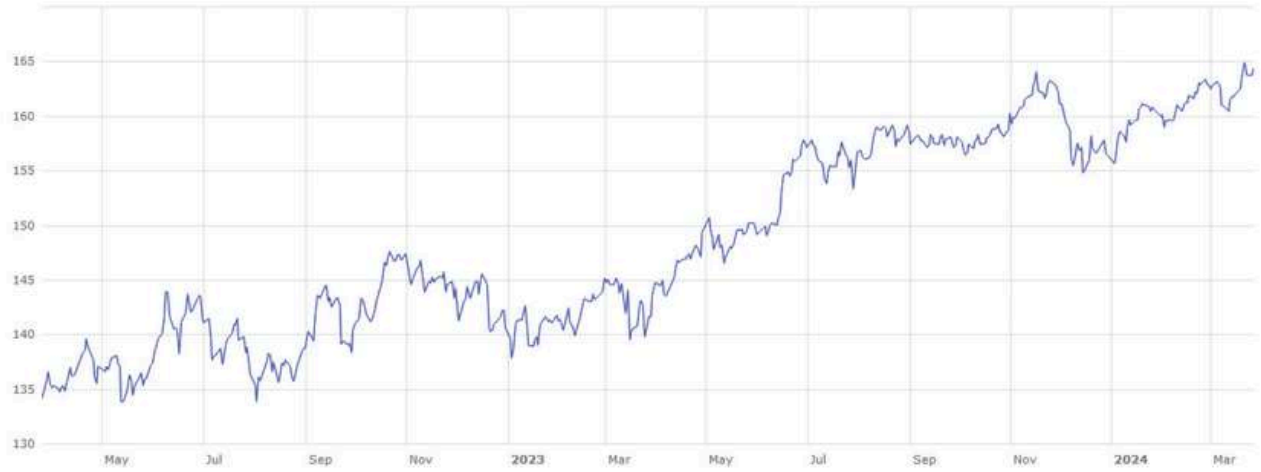
EUR vs CNY, avril 2022 - avril 2024



Source: European Central Bank, 2024

Depuis le printemps 2023, l'euro s'est apprécié par rapport au yen japonais. Au cours des six-huit derniers mois, la tendance à l'appréciation s'est ralentie, mais elle est toujours présente. Le yen est aujourd'hui à son niveau le plus bas depuis la crise financière de 2008. Au cours des deux dernières années, le yen a atteint son niveau le plus élevé (par rapport à l'euro) en mai 2022, lorsque 1 euro = 134 JPY, et son niveau le plus faible en mars 2024, lorsque 1 euro = 165 JPY.

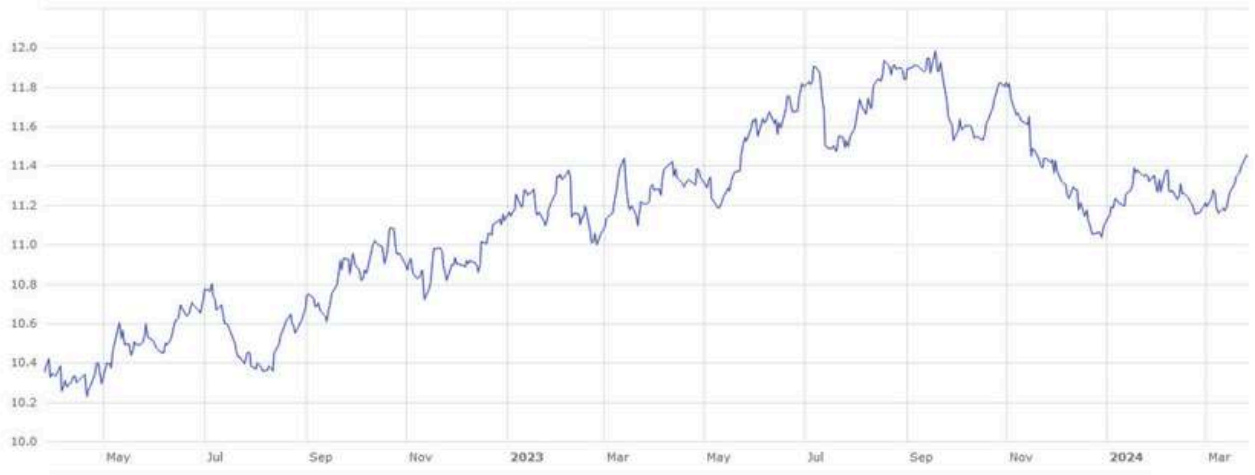
EUR vs JPY, avril 2022 - avril 2024



Source: European Central Bank, 2024

La couronne suédoise, après avoir été à l'été 2023 à son niveau le plus faible par rapport à l'euro depuis l'introduction de l'euro au début du XXIe siècle, s'est légèrement appréciée pendant quelques mois et le taux de change est maintenant plus ou moins stable. Au cours des deux dernières années, la SEK a atteint son niveau le plus élevé (par rapport à l'euro) en avril 2022, lorsque 1 euro = 10,23 SEK, et son niveau le plus faible en septembre 2023, lorsque 1 euro = 11,98 SEK.

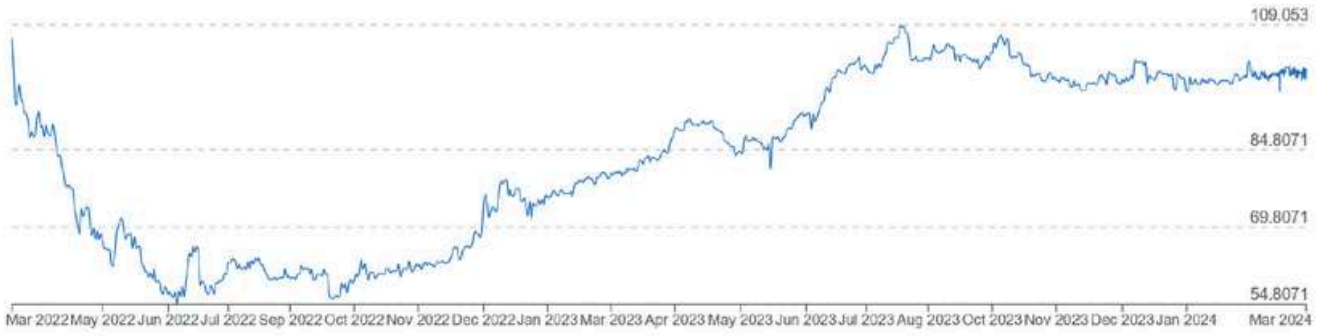
EUR vs SEK, avril 2022 - avril 2024



Source: European Central Bank, 2024

En raison de l'activité actuelle sur le marché EUR/RUB, la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas en mesure de fixer un taux de référence représentatif des conditions prévalant sur le marché. La BCE a donc décidé de suspendre la publication d'un taux de référence de l'euro pour le rouble russe jusqu'à nouvel ordre. La BCE a publié pour la dernière fois un taux de référence EUR/RUB le 1er mars 2022.
Nous présentons ci-dessous des chiffres tirés de XE.
Après l'invasion de l'Ukraine par les Russes, le rouble a subi une dépréciation massive, suivie d'une appréciation rapide. Cependant, depuis septembre 2022, le rouble a recommencé à se déprécier jusqu'à l'été 2023. Depuis, le taux de change est plus ou moins stable.

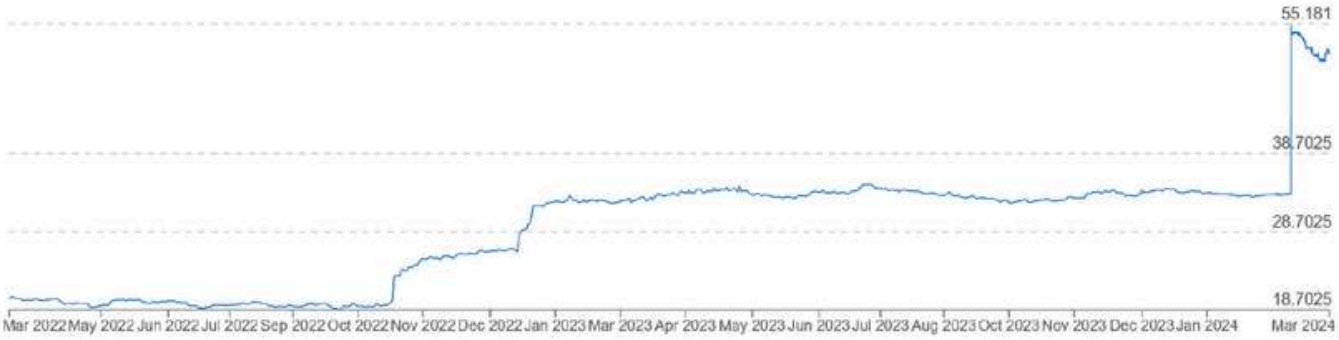
EUR vs RUB, avril 2022 - avril 2024



Source: www.xe.com

La livre égyptienne ne cesse de connaître des épisodes de dévaluation par rapport à l'euro. En 2016, 1 euro valait 8 livres et en avril 2024, 1 euro vaut plus de 51 livres, après avoir atteint 55 livres à la fin de l'hiver.

EUR vs EGP, avril 2022 - avril 2024



Source: www.xe.com

ANALYSE DES FORÊTS ET DE L'APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES DANS L'UNION EUROPÉENNE ET APERÇU DANS LE RESTE DU MONDE

Ces informations proviennent d'Eurostat et du Comité des forêts et de l'industrie forestière (COFFI) de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe/Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (CEE/FAO), section Forêts et bois, ainsi que du Centre commun de recherche de la Commission européenne (CCR).

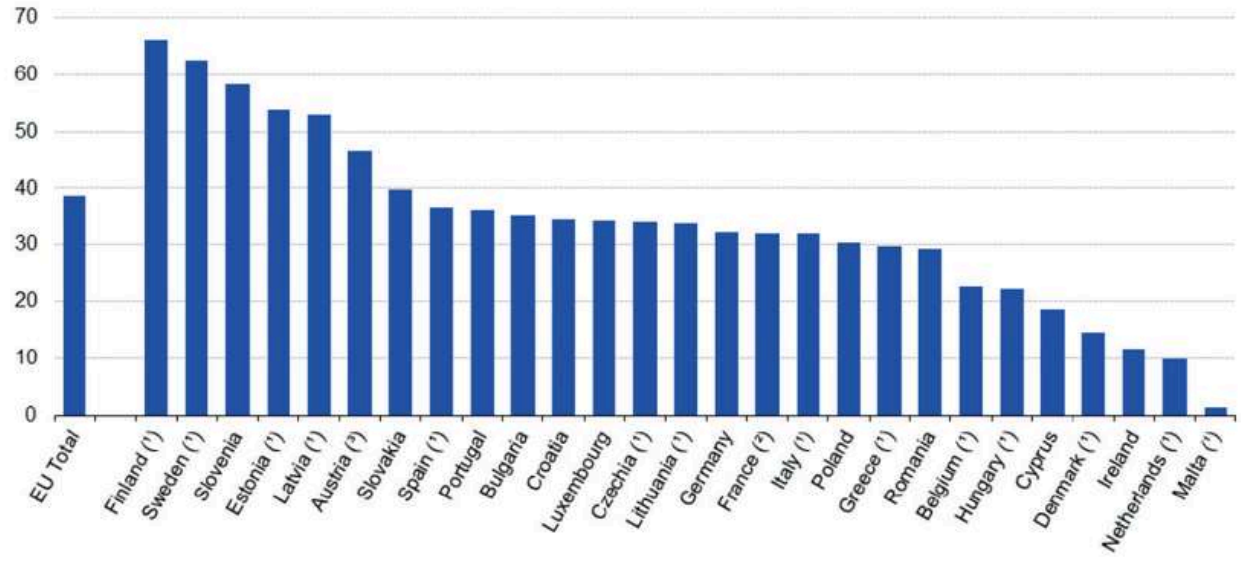
Vue d'ensemble des forêts dans l'UE : Eurostat

Les forêts dans l'UE

En 2021, l'UE comptait environ 160 millions d'hectares de forêts (à l'exclusion des autres terres boisées) ; en termes relatifs, cela signifie que les forêts couvraient 39 % de la superficie de l'UE. Cela représente une augmentation d'environ 8 millions d'hectares ou 5,3 % depuis 2000 et de 2,5 millions d'hectares ou 1,6 % depuis 2010.

Les forêts couvrent plus de la moitié du territoire national (terrestre) dans cinq États membres : Finlande (66 %), Suède (63 %), Slovénie (58 %), Estonie (54 %) et Lettonie (53 %) (figure 2.1). En termes absolus, les pays ayant les plus grandes superficies forestières sont la Suède (27 980 milliers d'hectares), la Finlande (22 409 milliers d'hectares) et l'Espagne (18 576 milliers d'hectares), selon les estimations pour 2021.

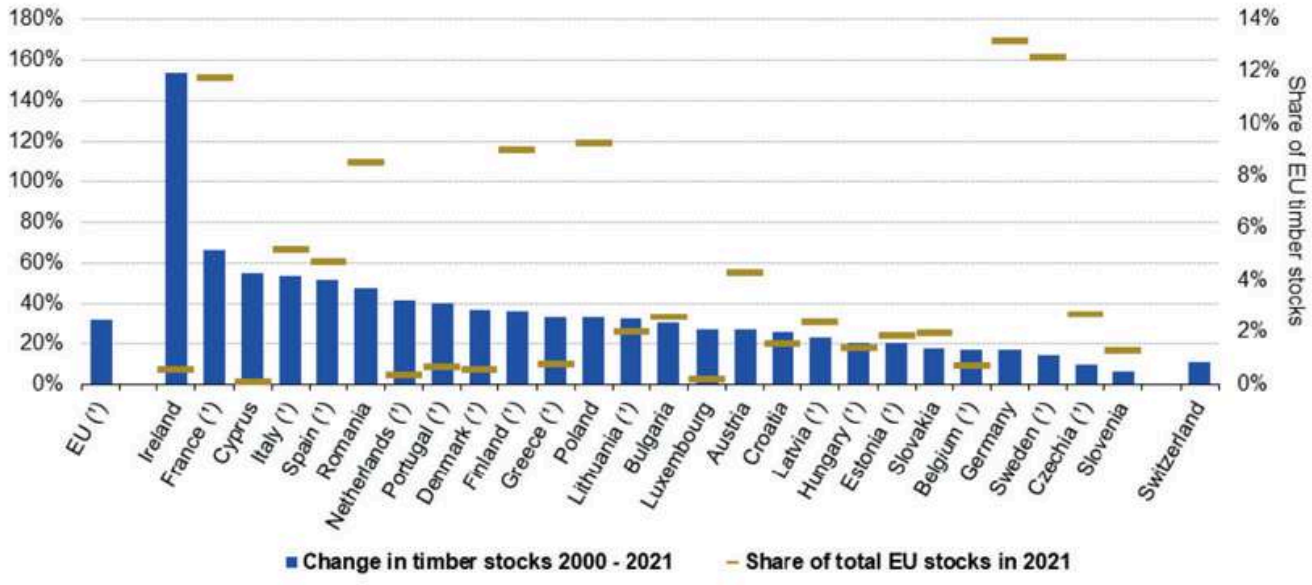
Forêts dans l'UE en 2021, en % de la superficie totale des terres



Source: Eurostat

Les stocks de bois dans les forêts de l'UE étaient estimés à 29 milliards de m3 (plus écorce) en 2021. L'Allemagne en représentait la plus grande part (13,1 %), suivie de la Suède (12,5 %) et de la France (11,7 %). Les stocks de bois dans les forêts ont augmenté dans tous les États membres, soit une croissance de 31,2 % au niveau de l'UE au cours de la période 2000-2021. La plus forte augmentation a été estimée pour l'Irlande (154 %), la France (66 %), Chypre et l'Italie (54 %), tandis qu'à l'autre extrémité du spectre, une augmentation beaucoup plus modérée a été estimée pour la Suède (14 %) ainsi que pour la Tchèquie (10 %) et la Slovénie (6 %) (figure 2.2). L'augmentation du stock de bois observée entre 2000 et 2021 peut s'expliquer par l'expansion des zones forestières due au boisement et au reboisement naturel.

Stocks de bois dans les forêts de l'UE, 2000-2021

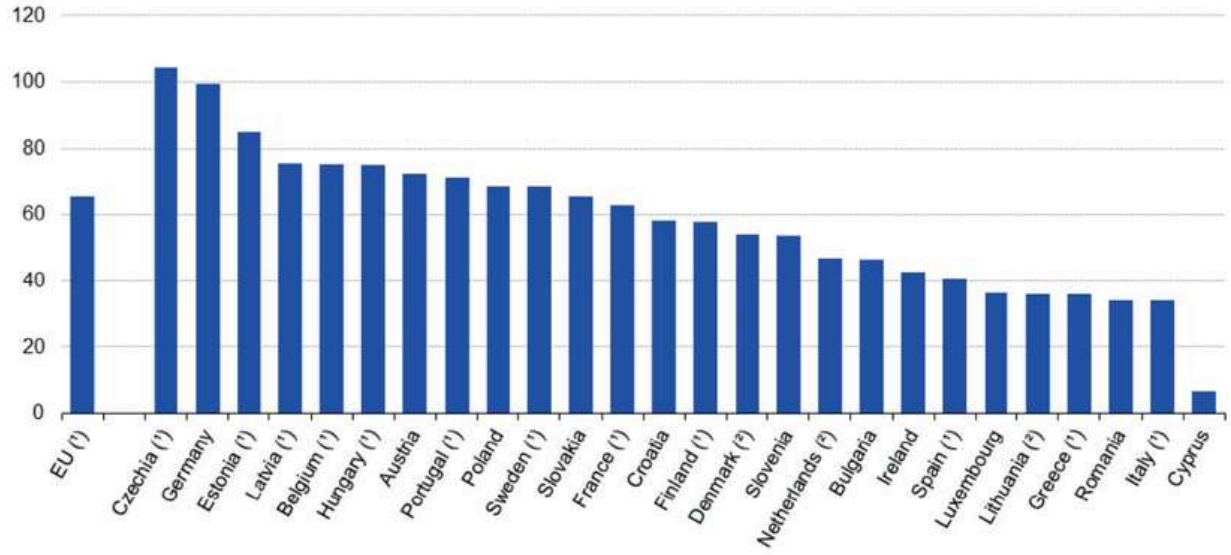


(*) Eurostat estimate for 2021
Note: All data for 2000 are estimates. Data for France refer to metropolitan France. Malta: not available.

Source: Eurostat

Au total, on estime que 65 % de l'accroissement annuel net de bois dans les forêts de l'UE a été prélevé par l'industrie forestière en 2021. La part des prélèvements par rapport à l'accroissement net varie entre 30 et plus de 100 % dans les États membres de l'UE, à l'exception de Chypre, où seuls 6 % de l'accroissement net ont été abattus et retirés de la forêt.

Part des absorptions de bois dans l'accroissement net des forêts de l'UE, 2021



Source: Eurostat

Indicateurs économiques pour la sylviculture et l'exploitation forestière

La valeur ajoutée de la sylviculture et de l'exploitation forestière en termes économiques est présentée pour l'UE et les États membres dans le tableau page suivante. La valeur ajoutée brute (VAB) totale générée par la sylviculture et l'exploitation forestière dans l'UE était de 25 milliards d'euros en 2021. En termes absolus, c'est en Finlande (4,3 milliards d'euros), en France et en Suède (3,2 milliards d'euros) que ces industries ont généré la plus grande valeur ajoutée brute en 2021. Veuillez noter que le tableau 2.1 présente les données de VAB pour 2000 et 2021 en prix courants (c'est-à-dire non corrigés de l'inflation). Elles ne peuvent donc pas être utilisées directement pour effectuer des comparaisons dans le temps ou commenter des tendances temporelles. Les valeurs de la VAB liées au PIB, présentées dans les dernières colonnes, peuvent mieux répondre à cet objectif. Elles donnent également une indication de l'importance économique de la sylviculture et de l'exploitation forestière dans l'ensemble de l'économie du pays.
Les valeurs de ces dernières colonnes montrent que la VAB de la sylviculture et de l'exploitation forestière représentait 0,17 % du PIB de l'UE en 2021, soit 19 % de moins que la part de 0,21 % en 2000. La VAB générée par la sylviculture et l'exploitation forestière représentait plus de 1 % du PIB dans quatre États membres en 2000 : Suède, Estonie, Lettonie et Finlande. En 2021, c'était encore le cas pour deux États membres (Lettonie et Finlande), et dans les deux pays, la contribution relative de la VAB de la sylviculture et de l'exploitation forestière au PIB a augmenté au cours de cette période.
En moyenne, les forêts des pays de l'UE ont généré 146 €/ha de VAB en 2021. La VAB la plus élevée par surface forestière a été estimée pour les Pays-Bas (465 €/ha), le Danemark (373 €/ha) et la République tchèque (364 €/ha) en 2021. Cet indicateur doit être interprété avec prudence lorsqu'il est utilisé pour comparer la productivité économique de la sylviculture et de l'exploitation forestière dans l'UE, car il peut être influencé par les types d'activités exercées par le secteur de la sylviculture et de l'exploitation forestière.

Indicateurs économiques pour la sylviculture et l'exploitation forestière

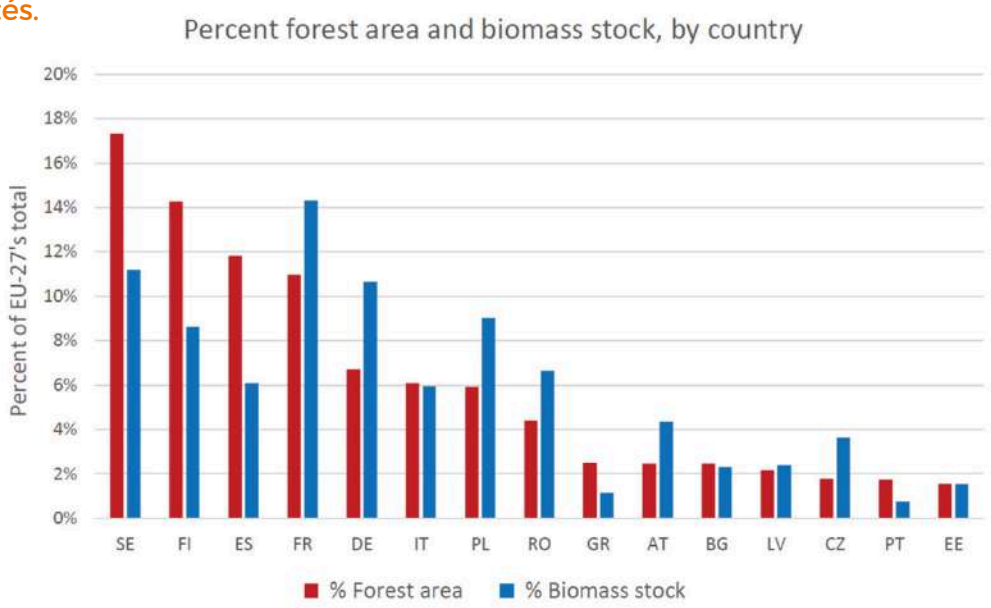
	Gross value added million €, current prices		Gross value added/forest area (€ / hectare)		Gross value added as a % of GDP (%)	
	2000	2021	2000	2021	2000	2021
EU (1)	16,698	24,967	110	146	0.21	0.17
Belgium (1,2)	100	94	149	136	0.0	0.0
Bulgaria	52	307	15	79	0.4	0.4
Czechia (1)	388	974	147	364	0.6	0.4
Denmark (2)	129	234	226	373	0.1	0.1
Germany	1 601	1,634	141	142	0.1	0.0
Estonia (1,2)	69	253	31	104	1.1	0.8
Ireland (2)	53	38	84	47	0.0	0.0
Greece (1,2)	64	47	18	12	0.0	0.0
Spain (1,2)	1,546	918	90	49	0.2	0.1
France	2 674	3,203	175	182	0.2	0.1
Croatia	106	234	56	120	0.4	0.4
Italy (1)	1,083	2,191	129	228	0.1	0.1
Cyprus	:	2	:	13	:	0
Latvia (1,2)	123	490	38	144	1.4	1.5
Lithuania (2)	65	212	32	96	0.5	0.4
Luxembourg	12	15	140	169	0.1	0.0
Hungary (1,2)	143	239	74	116	0.3	0.2
Malta (1,2)	0	0	0	0	0.0	0.0
Netherlands (1)	76	169	211	465	0.0	0.0
Austria	784	987	204	254	0.4	0.2
Poland	706	1,860	78	196	0.4	0.3
Portugal	1,253	877	382	262	1.0	0.4
Romania	193	1,584	30	227	0.5	0.7
Slovenia	93	353	75	299	0.4	0.7
Slovakia	129	584	68	299	0.6	0.6
Finland (1)	2,239	4,271	100	191	1.6	1.7
Sweden (1)	3,021	3,197	107	114	1.1	0.6

Source: Eurostat

Stock de biomasse dans les forêts européennes : CCR

Selon une étude publiée début 2023 par le CCR, le Centre commun de recherche de la Commission européenne, le stock total de biomasse vivante aérienne des forêts de l'UE en 2020 est égal à 18,4 milliards de tonnes de matière sèche sur une superficie forestière de 157 millions d'hectares, ce qui correspond à une densité moyenne de biomasse de 117 tonnes par hectare.
Les forêts d'Europe centrale stockent la majeure partie du stock de biomasse (10 milliards de tonnes) et présentent la densité de biomasse la plus élevée (176 tonnes/ha), qui diminue progressivement en direction du sud et du nord de l'Europe. Les pays ayant le plus grand stock de biomasse sont principalement situés en Europe centrale (DE, FR, PL) et septentrionale (SE, FI), où la plus faible densité de biomasse (73 tonnes/ha) est compensée par les grandes étendues de forêts. Les forêts du sud présentent une densité de biomasse similaire à celle des forêts du nord, mais leur plus petite étendue se traduit par un stock de biomasse plus faible.

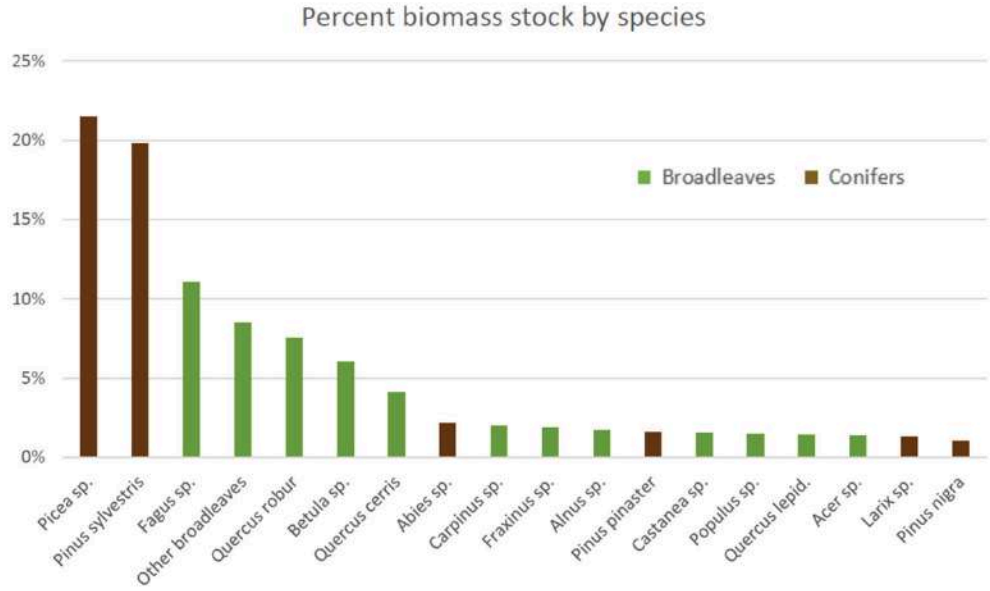
Superficie forestière et stock de biomasse par pays en 2020 en fraction du total de l'UE-27, classés par pourcentage de la superficie forestière. Seuls les pays dont la superficie forestière est supérieure à 1 % de la superficie forestière totale de l'UE-27 sont représentés.



Source: JRC

La biomasse forestière de l'UE est presque également répartie entre les feuillus (50,7 %) et les conifères (49,3 %), et est principalement produite par deux conifères, Picea sp. (21,5 %) et Pinus sylvestris (19,8 %), suivis par les feuillus Fagus sylvatica (11 %), Quercus robur (8 %), Betula sp. (6 %) et Quercus cerris (4 %).

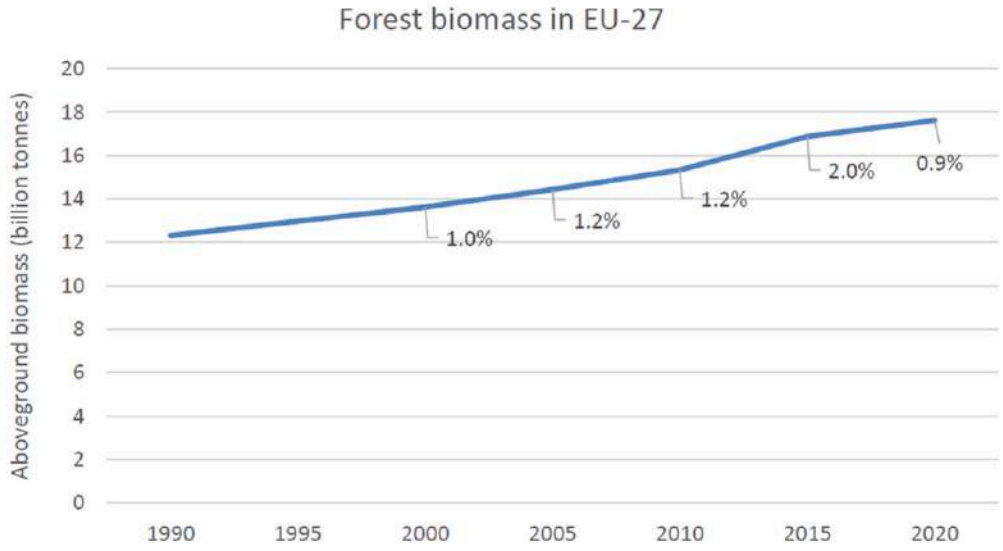
Stock de biomasse par espèce en fraction de la valeur totale. Les conifères sont en brun, les feuillus en vert. Les données concernent 22 pays de l'UE, couvrant 95 % de la superficie forestière de l'UE. À des fins de représentation, seules les espèces dont le stock de biomasse est supérieur à 1 % du stock total sont représentées.



Source: JRC

La tendance temporelle de la biomasse forestière indique que le stock de biomasse de l'UE-27 a augmenté au cours de la période 1990-2020, mais que sa croissance s'est ralentie au cours des cinq dernières années. En effet, le pourcentage de croissance annuelle est passé de 1 % à 2 % au cours de la période 1990-2015, puis a diminué pour atteindre seulement 0,9 % au cours de la période 2015-2020.

Évolution du stock de biomasse forestière aérienne de l'UE-27 au cours de la période 1990-2020 selon les données de SoEF 2020. Les valeurs en pourcentage représentent le taux de variation annuel par rapport à la période précédente. Il n'y a pas de rapport pour l'année 1995.



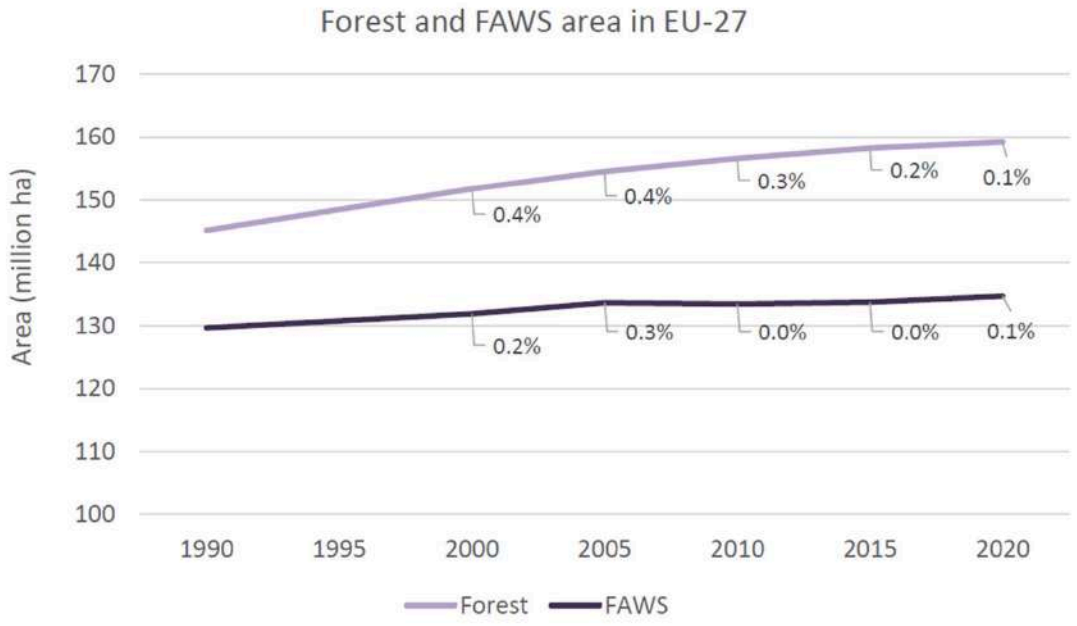
Source: JRC

Les forêts de l'Union européenne disponibles pour l'approvisionnement en bois : CCR

Selon le CCR, l'évaluation de la superficie forestière disponible pour l'approvisionnement en bois (ci-après dénommée "FAWS") varie légèrement en fonction des sources. La superficie disponible pour l'approvisionnement en bois en Europe représente 89 % de la superficie forestière totale selon les statistiques de référence et 87 % selon la carte des superficies FAWS préparée par le CCR. En termes de biomasse, le stock disponible pour l'approvisionnement en bois représente 92 % du stock total sur pied selon les statistiques de référence et 88 % selon la carte de la biomasse du FAWS.

La superficie forestière de l'UE-27 a toujours augmenté au cours de la période étudiée, mais l'intensité de la croissance a diminué régulièrement, avec un pourcentage de croissance annuelle qui est passé de 0,4 % avant l'an 2000 à seulement 0,1 % entre 2015 et 2020.

Évolution de la superficie forestière totale (en haut) et de la superficie des FAWS (en bas) de l'UE-27 au cours de la période 1990-2020 selon les données du SoEF. Les valeurs en pourcentage représentent le taux de changement annuel par rapport à la période précédente. Il n'y a pas de rapport pour l'année 1995 et les taux de changement annuels en 2000 se réfèrent à la période 1990 - 2000. À des fins de représentation, l'axe des y ne commence pas à 0.

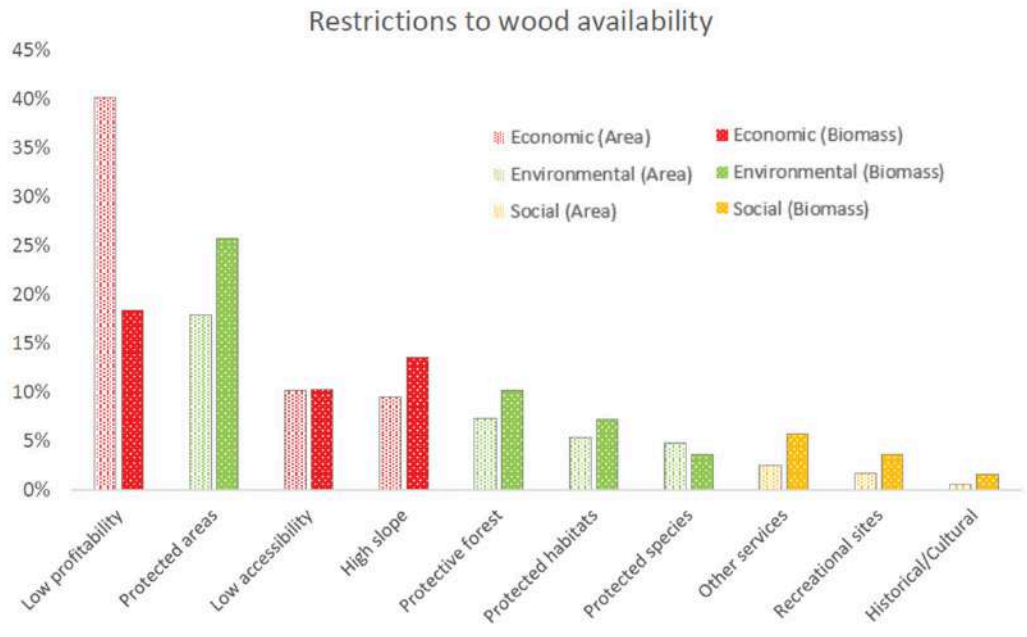


Source: JRC

Les limites à la disponibilité des forêts pour l'approvisionnement en bois ont été calculées par le CCR. Dans l'ensemble, les restrictions économiques sont responsables de 60 % des forêts non disponibles en termes de superficie, mais seulement de 42 % en termes de biomasse, car elles touchent des forêts souvent caractérisées par une faible productivité et donc un faible stock de biomasse. En revanche, les restrictions environnementales ont été responsables de 35 % des forêts non disponibles en termes de superficie, mais de 47 % en termes de biomasse, parce qu'elles incluaient des zones protégées avec des forêts anciennes caractérisées par une forte densité de biomasse. Les restrictions sociales ont joué un rôle moins important mais non négligeable, étant responsables de 5 % de la forêt non disponible en termes de superficie et de 11 % en termes de biomasse. Parmi les restrictions économiques, la faible rentabilité a été le principal facteur limitant l'utilisation de la forêt, entraînant l'indisponibilité de 40 % de la surface (18 % de la biomasse) pour l'approvisionnement en bois, principalement dans les forêts scandinaves peu productives. La faible accessibilité des forêts est responsable de l'indisponibilité de 10 % de la superficie (10 % de la biomasse), principalement en raison de la distance excessive par rapport aux routes forestières. De même, la pente excessive du terrain a entraîné l'indisponibilité de 10 % de la superficie et de 13 % de la biomasse pour l'approvisionnement en bois.

Parmi les restrictions environnementales, les zones protégées, les habitats et les espèces représentaient ensemble 28 % de la superficie et 37 % de la biomasse non disponibles pour l'approvisionnement en bois, les zones protégées étant la principale catégorie (18 % de la superficie et 26 % de la biomasse), suivies par les habitats protégés, principalement représentés par le réseau Natura 2000, et les espèces protégées, principalement dues aux chênes dans la péninsule ibérique et au Pinus mugo dans les Alpes. Les forêts de protection, y compris les forêts destinées à la protection des sols et à la régulation des eaux, représentaient 7 % de la superficie et 10 % de la biomasse non disponible pour l'approvisionnement en bois.
Parmi les restrictions sociales, le principal facteur limitant était l'utilisation des forêts pour des biens et services immatériels, principalement à des fins récréatives et, dans une moindre mesure, pour des sites culturels et spirituels. L'utilisation des forêts pour des biens et services physiques, tels que les pépinières forestières, les enclos à gibier et les lignes électriques, concernait une zone plus restreinte. Cependant, la restriction sociale spécifique n'a pas été signalée pour 37% de la zone, où la forêt était utilisée de manière générique pour des biens et services non liés à l'exploitation.

Contribution en pourcentage de chaque restriction à la forêt disponible pour l'approvisionnement en bois en termes de superficie (barres de gauche avec des couleurs claires) et de biomasse (barres de droite avec des couleurs foncées). Les restrictions sont divisées en trois catégories principales : les restrictions économiques (rouge), environnementales (vert) et sociales (orange).



Source: JRC

Selon les rapports internationaux, la superficie totale et le stock de biomasse des forêts de l'UE ont augmenté au cours de la période 1990-2020, mais leur taux de croissance s'est considérablement ralenti au cours des cinq dernières années. En revanche, la superficie forestière disponible pour l'approvisionnement en bois a augmenté depuis 1990, mais elle est devenue stable depuis 2005.

Cette dynamique se reflète dans l'évolution temporelle de l'accroissement annuel net. L'accroissement forestier moyen dans l'UE a augmenté de 1950 à 2005 mais, entre 2005 et 2015, il est resté assez stable et, selon les données et les résultats de modélisation les plus récents, il devrait diminuer au cours de la période 2020 - 2025. Cette évolution de l'accroissement annuel net est probablement due à différents facteurs, l'un d'entre eux étant le vieillissement des forêts européennes, en particulier des peuplements de feuillus. En revanche, le niveau de récolte dans l'UE a été relativement stable entre 1960 et 1985, mais a montré une nette tendance à la hausse entre 1990 et 2015. Cette tendance est liée au vieillissement des forêts, à l'augmentation de la demande de bois sur le marché et à l'augmentation substantielle des perturbations naturelles, et des coupes de récupération nécessaires, observées au cours des dernières années, en particulier en Europe centrale. Par exemple, en raison de la pire épidémie de scolytes jamais enregistrée, la République tchèque a doublé ses prélèvements en 2019 par rapport à 2014.

Le rapport entre les abattages et l'accroissement net (ou taux d'abattage) est une variable clé car il détermine l'évolution temporelle du stock de biomasse forestière et influe sur la disponibilité future du bois. Le taux d'abattage a lentement diminué, passant de 82 % à 78 % de l'INA entre 2000 et 2015, mais on estime qu'il augmentera et atteindra 88 % de l'accroissement annuel net en 2020. Le taux d'abattage a donc augmenté au cours de la dernière décennie en raison, d'une part, de la demande croissante de bois sur le marché et, d'autre part, de la stabilité (ou de la diminution) de l'accroissement net, mais il reste inférieur à l'accroissement annuel net actuel. Toutefois, l'impact croissant des perturbations naturelles peut encore réduire la part marginale de l'accroissement disponible pour l'approvisionnement en bois. En fait, l'Europe est témoin d'une augmentation de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques qui ont provoqué une hausse de la mortalité des arbres et une réduction de la productivité. En outre, les sécheresses et les vagues de chaleur s'ajoutent à d'autres perturbations naturelles telles que les incendies et les épidémies de ravageurs, multipliant ainsi les effets négatifs sur l'accroissement forestier attendu dans les années à venir.

Approvisionnement en bois en Europe

Les tableaux des pages suivantes concernent l'approvisionnement en bois en Europe, respectivement pour les résineux et les feuillus. La disponibilité des données s'est améliorée par rapport aux deux dernières années car deux grands pays comme la France et l'Italie ont partagé leurs données. Quelques pays n'ont pas partagé leurs données, mais dans l'ensemble, l'ensemble de données est très représentatif, même si le total, avec certains pays manquants, est légèrement sous-estimé. 2023 et 2024 sont des estimations. Les données sont exprimées en milliers de m3.

Le bois brut a les utilisations principales suivantes : le bois utilisé par l'industrie pour être transformé en d'autres produits (grumes pour la production de bois de sciage, bois de trituration pour la production de pâte à papier) et le bois de chauffage utilisé à des fins énergétiques. Les tableaux ci-dessous montrent la répartition des utilisations dans chaque pays européen ayant partagé les données.

En ce qui concerne les résineux, les grumes prédominent, avec 185 millions de m3 retirés des forêts européennes en 2022. La quantité de bois de trituration prélevée était de 99 millions de m3, tandis que la quantité de bois de chauffage était de 39 millions de m3. Dans l'ensemble, la quantité totale de bois d'industrie prélevée était d'environ 288 millions de m3 en 2022. Ainsi, en ce qui concerne les résineux, près des deux tiers du bois brut extrait étaient des grumes, environ 34 % du bois de trituration et 13 % du bois de chauffage. Pour 2023, les estimations indiquent des prélèvements de l'ordre de 277 millions de m3. Cela représente une baisse de 4 % par rapport à 2022. Les extractions de bois de trituration devraient rester stables, tandis que les extractions de grumes devraient diminuer, ce qui explique la baisse globale.

En ce qui concerne le bois dur, la situation est différente, les grumes représentant 22 millions de m3 retirés des forêts européennes en 2022. La quantité de bois de trituration s'élève à 45 millions de m3 et celle de bois de chauffage à 82 millions de m3. Ainsi, en ce qui concerne les résineux, environ 15 % du bois brut prélevé étaient des grumes, environ 30 % du bois de trituration et 53 % du bois de chauffage.

Extraction de bois résineux de bois brut, 000 m3

Country	Industrial wood									Wood fuel [b]			Total		
	Total			Logs			Pulpwood [a]								
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Austria	12,958	10,873	11,338	10,382	8,638	9,038	2,576	2,235	2,300	3,248	3,069	3,140	16,206	13,942	14,478
Cyprus	2	2	2	2	2	2	0	0	0	10	8	7	12	10	9
Czech Republic	19,440	14,455	13,825	14,019	10,094	9,589	5,316	4,253	4,125	3,610	3,249	3,200	23,050	17,704	17,025
Estonia	4,023	3,927	3,927	3,118	3,000	3,000	878	900	900	1,486	1,400	1,400	5,509	5,327	5,327
Finland	47,408	45,464	47,590	24,662	21,700	22,351	22,746	23,764	25,239	4,593	4,593	4,593	52,001	50,057	52,183
France	17,300	17,070	16,770	12,491	12,500	12,500	4,559	4,300	4,000	2,417	2,500	2,600	19,717	19,570	19,370
Germany	52,425	50,120	46,120	41,761	38,500	37,000	10,541	11,500	9,000	8,834	9,200	9,200	61,259	59,320	55,320
Hungary	688	759	743	175	201	208	411	488	481	383	294	333	1,071	1,053	1,076
Italy	1,797	2,502	2,502	1,169	1,169	1,169	148	853	853	1,180	1,180	1,180	2,977	3,682	3,682
Latvia	8,253	7,900	8,100	5,873	5,500	5,700	1,850	1,800	1,800	298	300	300	8,551	8,200	8,400
Luxembourg	162	143	145	124	122	115	10	6	8	17	11	12	178	154	158
Montenegro	573	553	537	372	352	349	201	198	186	66	65	63	639	618	600
Netherlands	449	440	430	173	170	165	244	240	235	457	450	450	906	890	880
Poland	31,941	32,800	33,470	15,775	16,000	16,250	15,411	15,950	16,250	3,627	3,820	3,950	35,568	36,620	37,420
Portugal	3,045	3,210	3,150	1,682	1,710	1,700	1,213	1,350	1,300	996	990	980	4,041	4,200	4,130
Serbia	279	290	301	178	184	190	66	70	73	141	146	160	420	436	461
Slovakia	3,325	3,160	3,120	2,559	2,430	2,400	748	710	700	259	260	275	3,584	3,420	3,395
Slovenia	1,966	2,586	2,386	1,687	2,150	2,000	275	430	380	191	240	220	2,157	2,826	2,606
Spain	7,435	7,889	7,889	3,420	3,629	3,629	3,754	3,984	3,984	2,243	2,380	2,380	9,678	10,269	10,269
Sweden	64,603	62,760	62,873	38,100	37,300	36,900	26,353	25,310	25,823	3,000	3,008	3,008	67,603	65,768	65,881
Switzerland	2,578	2,639	2,689	2,290	2,350	2,400	279	280	280	769	770	775	3,347	3,409	3,464
United Kingdom	7,486	7,076	7,076	5,453	5,180	5,180	1,633	1,516	1,516	1,571	1,571	1,571	9,058	8,647	8,647
Total Europe	**288,136**	**276,619**	**274,984**	**185,467**	**172,881**	**171,836**	**99,212**	**100,136**	**99,433**	**39,396**	**39,504**	**39,798**	**327,533**	**316,123**	**314,781**

Source: COFFI

a Pulpwood, round and split, as well as chips and particles produced directly there from and used as pulpwood

b Including chips and particles produced from wood in the rough and used for energy purposes

Remarks: Total is higher at times than sum of pulpwood and logs due to a residual category omitted here which includes pitprops, poles, piling, posts
A few countries including Belgium, Bulgaria, Croatia, Greece, Lithuania, Norway and Romania have not shared data thus total Europe is slightly underestimated

Extraction de bois feuillu de bois brut, 000 m3

Country	Industrial wood									Wood fuel [b]			Total		
	Total			Logs			Pulpwood [a]								
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Austria	977	843	887	329	266	300	647	577	587	2,176	2,046	2,094	3,153	2,889	2,981
Cyprus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Czech Republic	1,268	1,079	1,071	616	524	517	649	552	550	795	716	700	2,063	1,795	1,771
Estonia	2,452	2,474	2,474	1,158	1,200	1,200	1,270	1,250	1,250	2,580	2,400	2,400	5,032	4,874	4,874
Finland	8,838	7,933	7,845	1,037	1,049	1,061	7,801	6,884	6,784	4,747	4,747	4,747	13,585	12,680	12,592
France	8,348	8,200	8,300	4,707	4,700	4,800	3,332	3,200	3,200	21,756	22,000	23,000	30,104	30,200	31,300
Germany	4,110	3,810	3,510	2,995	2,700	2,500	1,103	1,100	1,000	13,504	13,500	13,500	17,613	17,310	17,010
Hungary	2,213	2,122	2,138	1,234	1,173	1,191	502	507	526	3,244	2,990	3,064	5,456	5,112	5,202
Italy	1,041	1,038	1,038	721	721	721	168	166	166	9,659	9,659	9,659	10,700	10,697	10,697
Latvia	4,238	4,250	4,250	1,730	1,750	1,750	2,018	2,000	2,000	2,638	2,700	2,700	6,876	6,950	6,950
Luxembourg	69	54	47	23	22	18	46	32	30	23	34	30	92	89	78
Montenegro	178	144	141	143	140	138	0	0	0	128	128	127	306	272	268
Netherlands	165	159	159	48	50	50	108	100	100	1,925	1,930	1,935	2,090	2,089	2,094
Poland	6,794	7,080	7,380	2,757	2,800	2,900	3,939	4,150	4,300	3,331	3,600	3,800	10,125	10,680	11,180
Portugal	9,190	9,120	9,040	356	330	360	8,586	8,500	8,400	1,387	1,390	1,320	10,578	10,510	10,360
Serbia	1,199	1,230	1,260	899	920	940	199	205	210	6,433	6,500	6,600	7,632	7,730	7,860
Slovakia	3,502	3,660	3,760	1,570	1,650	1,700	1,924	2,000	2,050	350	350	375	3,851	4,010	4,135
Slovenia	962	1,166	1,096	497	630	600	424	490	450	957	1,050	1,050	1,919	2,216	2,146
Spain	6,931	7,354	7,354	730	775	775	6,059	6,429	6,429	1,312	1,392	1,392	8,243	8,746	8,746
Sweden	6,562	6,316	6,437	180	180	180	6,232	5,986	6,107	3,000	3,008	3,008	9,562	9,324	9,445
Switzerland	433	443	453	265	275	280	165	165	170	1,169	1,230	1,250	1,602	1,673	1,703
United Kingdom	118	117	117	56	56	56	13	13	13	613	613	613	730	730	730
Total Europe	**69,587**	**68,593**	**68,759**	**22,052**	**21,910**	**22,036**	**45,185**	**44,305**	**44,322**	**81,728**	**81,984**	**83,365**	**151,314**	**150,576**	**152,124**

Source: COFFI

a Pulpwood, round and split, as well as chips and particles produced directly there from and used as pulpwood

b Including chips and particles produced from wood in the rough and used for energy purposes

Remarks: Total is higher at times than sum of pulpwood and logs due to a residual category omitted here which includes pitprops, poles, piling, posts

A few countries including Belgium, Bulgaria, Croatia, Greece, Lithuania, Norway and Romania have not shared data thus total Europe is slightly underestimated

Vue d'ensemble de l'équilibre du bois dans le monde

Le tableau ci-dessous concerne la production de bois rond industriel - grumes, pâte à papier et une catégorie résiduelle mineure - au niveau mondial. Nous présentons les 20 plus grands producteurs, importateurs et exportateurs de bois rond industriel, classés par ordre de production.

Principaux producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux de bois rond industriel, 2022, m3

Removals		Exports		Imports	
United States of America	382,543,695	New Zealand	20,181,527	China	43,601,673
Russian Federation	182,082,000	Germany	9,849,257	Austria	8,518,909
Brazil	170,681,000	Czechia	9,046,411	Sweden	6,506,467
China	165,881,000	United States of America	7,420,230	Belgium	6,135,503
Canada	143,811,047	Norway	4,269,048	Germany	5,576,296
Indonesia	88,575,723	France	4,179,860	India	4,973,993
Sweden	71,200,000	Canada	3,750,452	Canada	3,170,026
Germany	56,534,325	Poland	3,681,616	Portugal	3,130,930
Finland	56,251,261	Latvia	3,601,731	Poland	3,089,137
India	49,517,000	Belgium	3,342,436	Italy	3,068,810
Viet Nam	45,335,420	Russian Federation	3,075,000	Finland	2,879,350
Chile	40,551,000	Papua New Guinea	2,636,276	Slovakia	2,757,945
Poland	38,235,000	Brazil	2,395,633	Republic of Korea	2,748,391
New Zealand	37,146,000	Spain	2,265,333	Japan	2,526,917
Türkiye	29,881,000	Sweden	2,195,956	Viet Nam	2,439,315
France	26,188,525	Uruguay	1,888,312	Romania	2,129,546
Australia	25,983,000	Slovakia	1,863,224	Latvia	1,849,948
Japan	23,944,000	Finland	1,702,772	Czechia	1,369,113
Czechia	20,705,000	Estonia	1,651,632	France	1,176,619
Belarus	16,992,190	Solomon Islands	1,627,902	Spain	1,026,354

Source: UNECE/FAO 2024 and EOS re-elaboration

APERÇU DES MARCHÉS MONDIAUX DU BOIS DE SCIAGE - AMÉRIQUE DU NORD, CHINE, RUSSIE

La première partie de ce chapitre présente les 20 principaux producteurs, importateurs et exportateurs de sciages de résineux et de feuillus au niveau mondial. Ces macro-chiffres aident à comprendre les acteurs les plus importants de l'industrie du bois au niveau mondial, même si les dernières données disponibles de ce type datent de 2022.

Toutefois, les statistiques et les considérations relatives aux États-Unis, au Canada et à la Chine (voir les sections 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5) intègrent déjà les dernières évolutions du marché. Cette année, les sous-chapitres ont été préparés par Russ Taylor, l'un des experts du marché qui fait le plus autorité au niveau mondial. Avec l'aperçu exhaustif des marchés européens (au chapitre 4), ces deux chapitres fournissent une mise à jour complète et spécifique des marchés du bois de sciage. Un bref aperçu de la Russie, préparé par le Secrétariat, est également inclus.



Les plus grands producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux de sciages de résineux et de feuillus

Principaux producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux de sciages de résineux, 2022, m3

Production		Exports		Imports	
United States of America	64,039,000	Canada	24,162,601	United States of America	26,202,002
Canada	36,397,872	Russian Federation	22,700,000	China	17,329,876
China	35,413,000	Sweden	13,748,082	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	5,349,790
Russian Federation	35,400,000	Germany	10,781,401	Italy	5,243,307
Germany	24,314,052	Finland	8,553,927	Japan	4,736,441
Sweden	18,870,000	Austria	5,730,805	Germany	3,762,574
Finland	11,200,000	Chile	3,450,099	Egypt	3,665,000
Austria	10,104,000	Latvia	2,905,638	Belgium	2,620,000
Brazil	8,200,000	Brazil	2,901,043	Netherlands	2,545,200
Japan	8,018,000	Czechia	2,338,128	France	2,338,327
Chile	7,770,000	United States of America	2,316,341	Uzbekistan	2,255,831
France	7,268,000	Belarus	2,007,000	Mexico	2,200,000
Türkiye	6,450,000	Ukraine	1,544,856	Denmark	2,144,015
Czechia	4,720,000	New Zealand	1,398,887	Saudi Arabia	1,893,000
New Zealand	4,593,000	Belgium	1,280,000	Republic of Korea	1,859,424
Romania	4,580,500	Romania	1,253,541	Austria	1,785,572
Poland	4,400,000	Slovakia	1,063,000	Poland	1,479,436
Belarus	4,364,000	Lithuania	939,996	Lithuania	1,263,083
Australia	3,739,000	France	887,039	Estonia	1,208,520
Latvia	3,641,200	Poland	879,757	Spain	1,166,126

Source: UNECE/FAO 2024 and EOS re-elaboration

Principaux producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux de sciages feuillus, 2022, m3

Production		Exports		Imports	
China	44,104,000	Thailand	3,982,000	China	9,141,810
India	23,785,000	United States of America	3,787,690	India	1,255,218
United States of America	17,637,000	Russian Federation	1,486,404	Viet Nam	1,054,112
Viet Nam	5,511,300	Malaysia	1,329,946	Denmark	834,031
Thailand	4,200,000	Cameroon	1,183,000	Italy	818,327
Türkiye	3,320,000	Croatia	1,033,926	United States of America	797,910
Malaysia	2,787,024	Gabon	896,000	Canada	784,993
Russian Federation	2,600,000	Latvia	768,995	United Kingdom	646,958
Indonesia	2,576,790	Germany	721,065	Belgium	630,749
Nigeria	2,000,000	France	681,942	Mexico	573,106
Argentina	1,875,396	Brazil	658,000	Egypt	494,000
Brazil	1,800,000	Romania	461,226	Philippines	459,540
Myanmar	1,600,000	Belgium	446,535	Germany	420,119
Romania	1,450,000	Canada	443,724	Poland	338,110
Cameroon	1,350,000	Philippines	407,970	France	287,220
France	1,313,000	Italy	357,269	Netherlands	248,300
Croatia	1,041,613	Lithuania	303,618	United Arab Emirates	228,060
Gabon	1,030,000	Hungary	275,797	Austria	214,696
Germany	1,027,536	Poland	267,507	Malaysia	206,499
Bosnia and Herzegovina	974,157	Congo	246,114	Lithuania	190,863

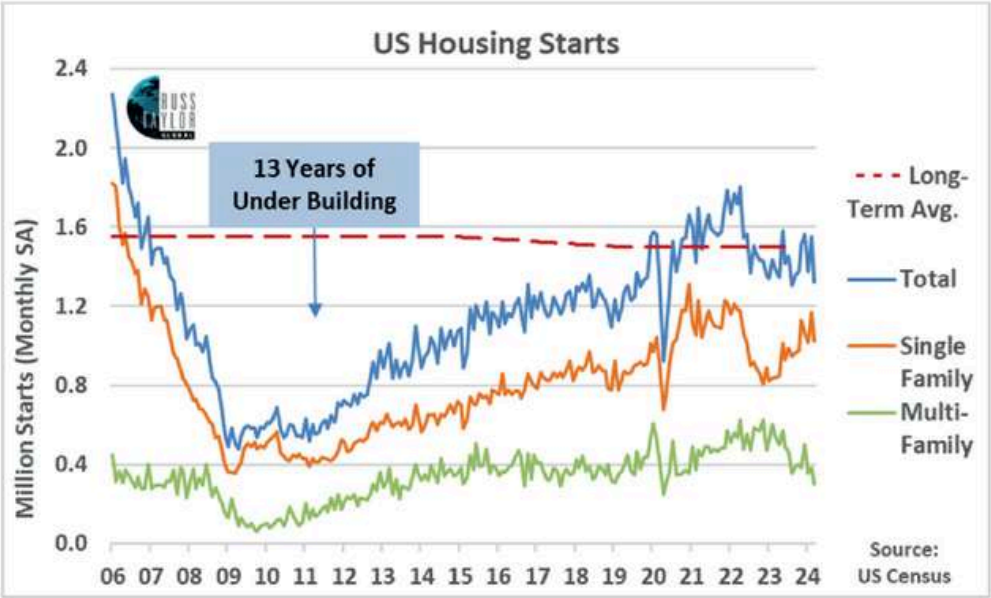
Source: UNECE/FAO 2024 and EOS re-elaboration

Situation actuelle et perspectives aux États-Unis, au Canada et en Chine pour les sciages de bois résineux

L'évaluation suivante résume les principales dynamiques ayant un impact sur les tendances de l'offre et de la demande dans trois des cinq plus grands pays producteurs au monde. Ces régions sont régulièrement analysées par Russ Taylor depuis la fin des années 1980.

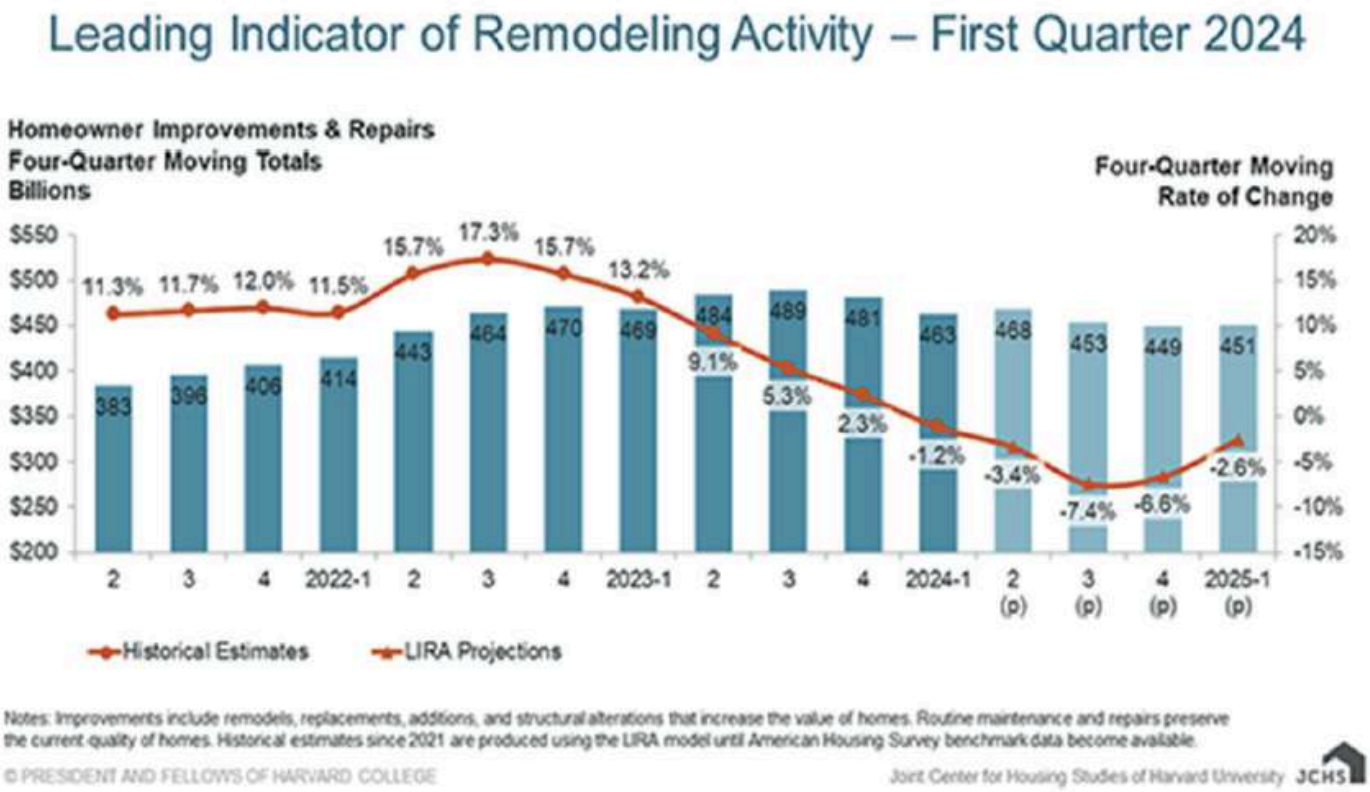
USA

La demande américaine est alimentée par deux segments principaux : la construction de nouveaux logements résidentiels (35 % de la consommation) et la réparation et la rénovation (40 %). Les mises en chantier américaines augmentent depuis le creux de la vague de l'effondrement immobilier de 2009 et, depuis 2021, elles ont tout juste atteint leur tendance à long terme, ce qui s'est traduit par 13 années de sous-construction.

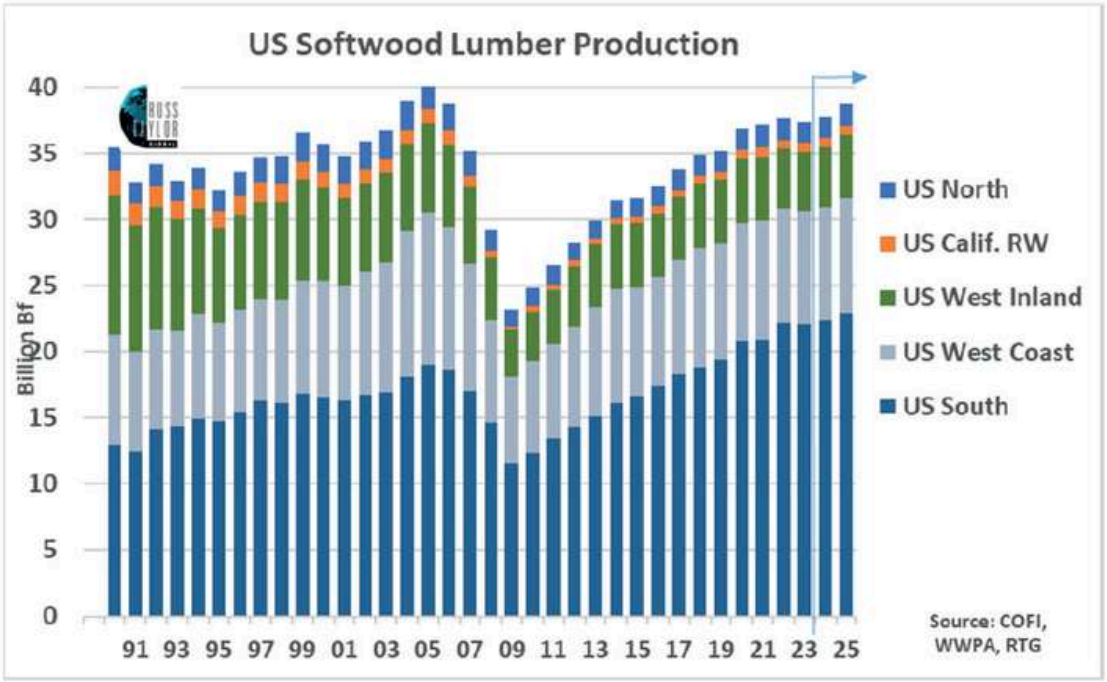


Les mises en chantier aux États-Unis ont diminué en 2023 (1,41 million d'unités) par rapport à 2022 (1,55 million) et 2021 (1,60 million). La hausse des taux d'intérêt a refroidi le marché du logement en 2023 et cette tendance s'est poursuivie en 2024, où les mises en chantier devraient être similaires, voire légèrement inférieures, à celles de 2023. La bonne nouvelle est que les mises en chantier de maisons individuelles devraient augmenter de 7 % et qu'elles consomment trois fois plus de bois de sciage que les logements collectifs. Les perspectives pour 2025 sont celles d'une légère augmentation lorsque les taux hypothécaires devraient baisser.

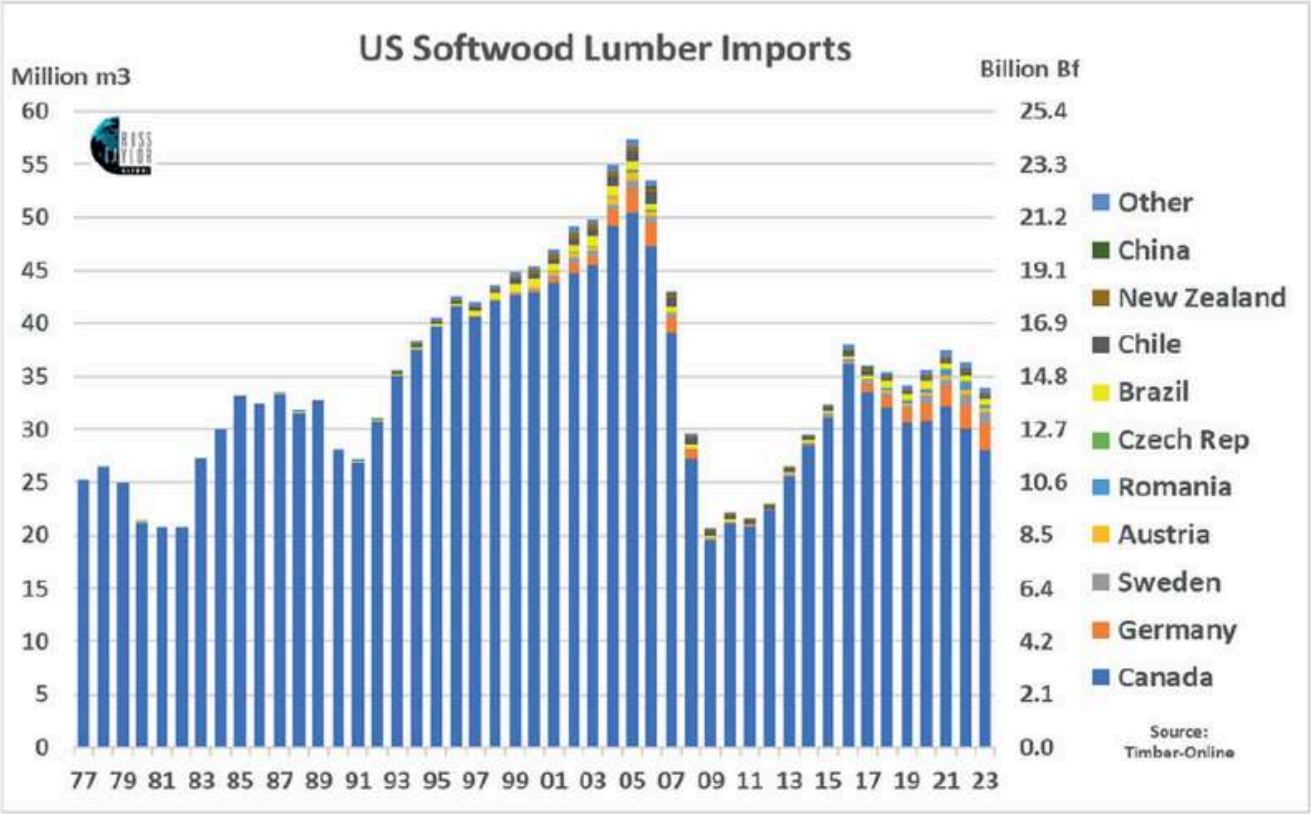
Les travaux de réparation et de rénovation aux États-Unis ont ralenti en 2023 et devraient encore diminuer en 2024 selon l'analyse LIRA (ci-dessous, qui inclut l'inflation). L'indice R&R de RISI suggère une croissance stable en 2024 sur une base réelle. De nombreux propriétaires reportent les petits projets, mais les projets plus importants semblent aller de l'avant.



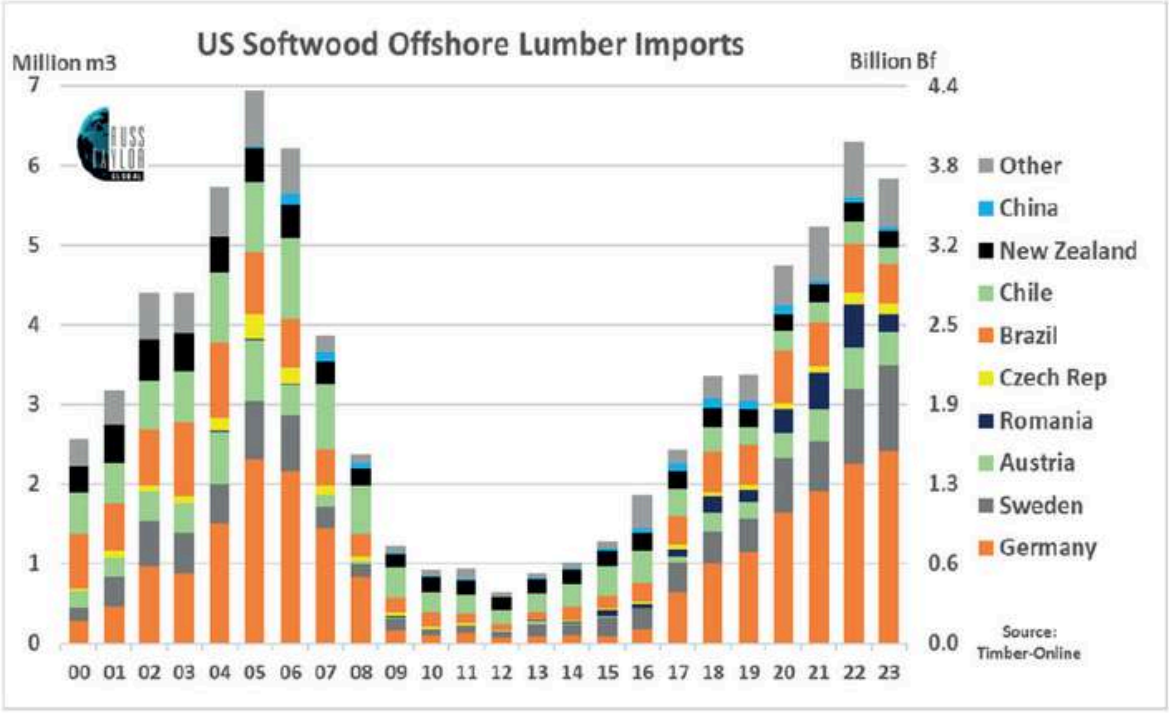
La production américaine de sciages de résineux a connu une croissance régulière depuis 2009, dont l'essentiel s'est produit dans le sud des États-Unis, grâce à de nombreuses nouvelles scieries et à l'agrandissement de sites existants. Le reste des États-Unis n'a pas encore atteint les sommets atteints en 2005.



La production américaine de bois scié résineux a ralenti depuis 2020 - en raison du COVID, des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et du manque d'ouvriers forestiers et de scieurs. Les perspectives pour 2024 prévoient une très légère croissance de 1 % de la production, avec une nouvelle augmentation de 2,5 % en 2025 à mesure que la demande globale s'améliore.
Les importations américaines de bois résineux scié sont traditionnellement dominées par le Canada. Avec la baisse de la production au Canada (principalement en Colombie-Britannique), davantage d'importations de bois résineux sciés offshore ont été expédiées aux États-Unis pour combler le vide, en particulier en provenance d'Europe.

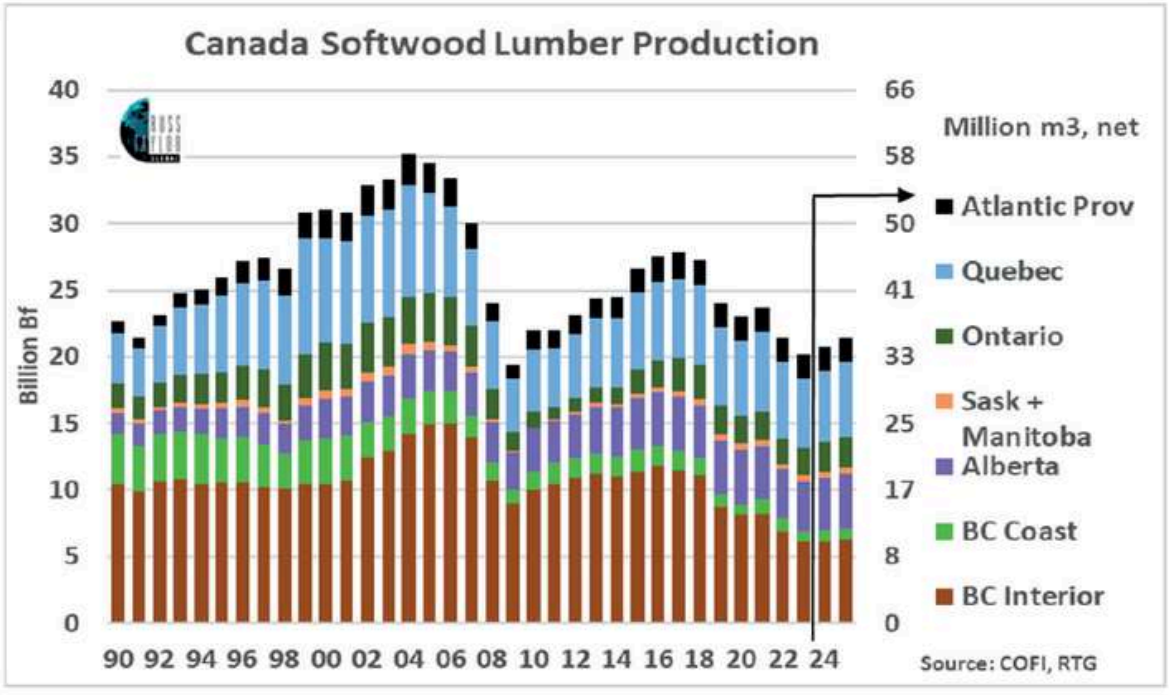


En 2023, le Canada représentait 82 % du total des importations américaines de bois résineux scié. Les exportations européennes représentaient 14 % des importations américaines, avec en tête l'Allemagne (7,4 %) et la Suède (3,2 %). Les exportations de l'hémisphère sud ont représenté 3,0 % des importations américaines.
Les importations européennes ont ralenti au second semestre 2023 et au premier trimestre 2024, la baisse de la demande et l'effondrement des prix (conjugués à l'augmentation des coûts des grumes dans de nombreux pays européens) ayant limité les volumes d'exportation vers les États-Unis. Les importations de mars 2024 depuis le début de l'année ont été généralement plus faibles en provenance d'Allemagne (-31%), de Suède (+2%), d'Autriche (+1%) et de Roumanie (-78%).

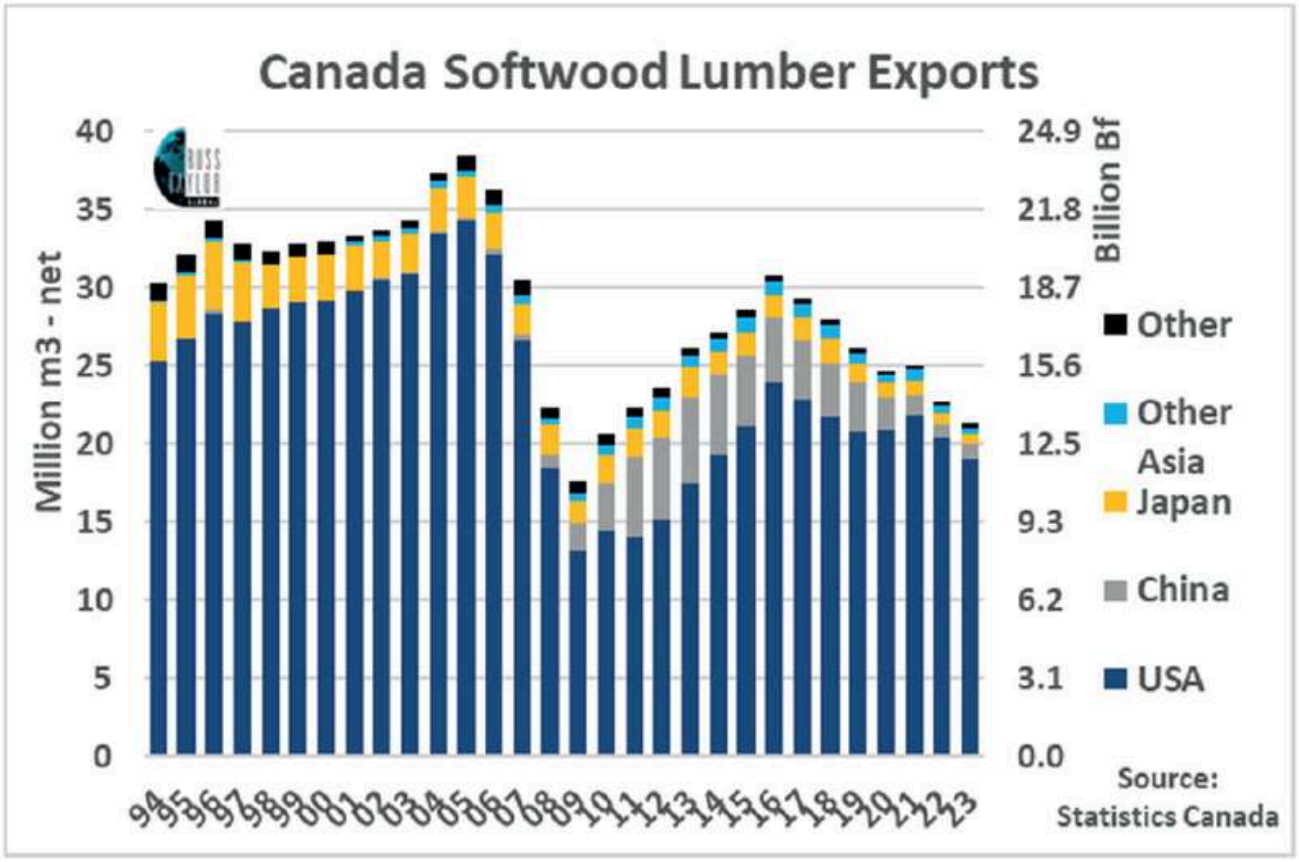


Canada

La demande de sciages résineux canadiens a ralenti de 4,5 % en 2022 et de 6,0 % supplémentaires en 2023. La hausse des taux hypothécaires et le ralentissement de la croissance économique qui en découle ont entraîné une baisse des mises en chantier au Canada en 2022 (-3,4 %) et en 2023 (-8,2 %).
Cela a entraîné une baisse de la production canadienne de sciages résineux de 6,0 % en 2023, en particulier en Colombie-Britannique où la production a chuté de 12,5 % (principalement en raison de la mise en œuvre de nombreuses nouvelles politiques forestières des gouvernements provinciaux qui continuent de réduire l'offre de bois disponible).



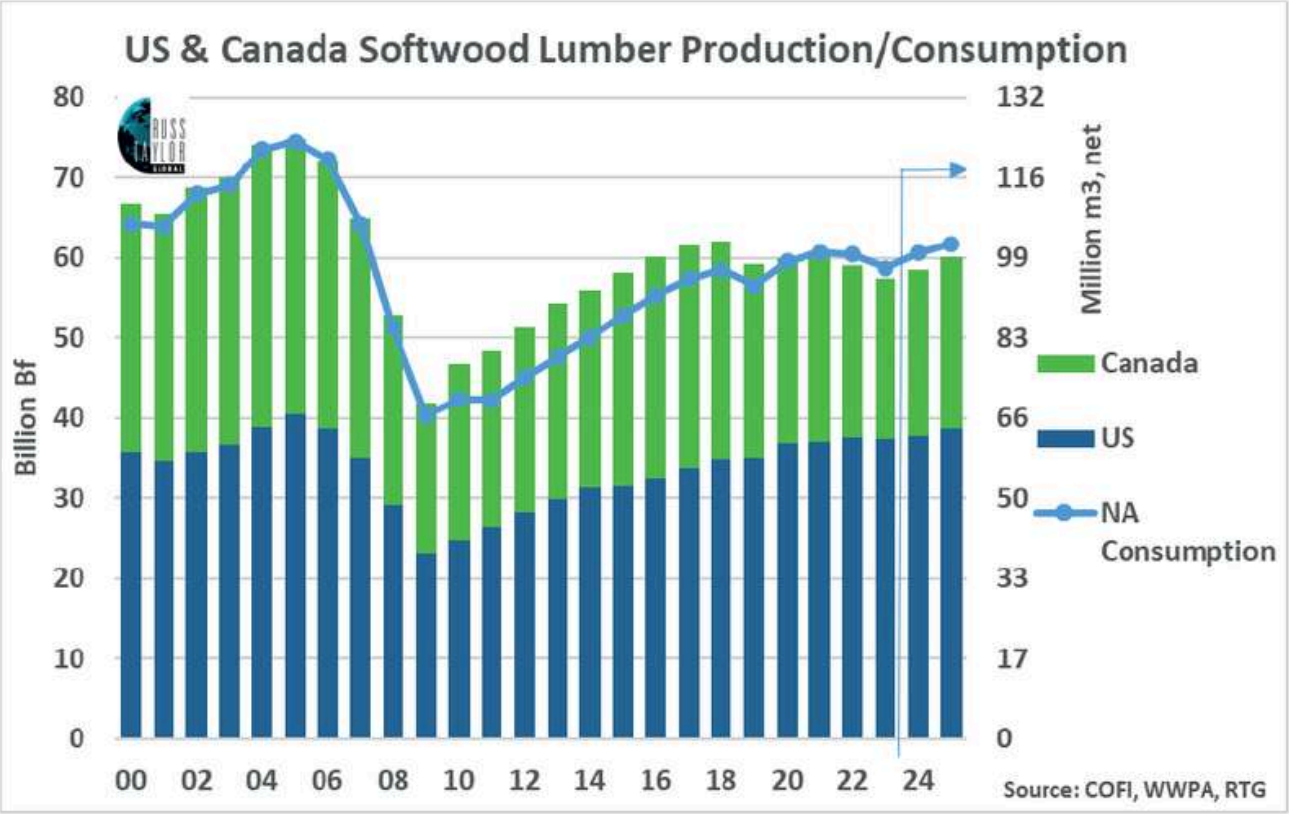
Les perspectives de production canadienne prévoient une croissance modeste en 2024 et 2025, de l'ordre de 1 à 2 % par an.



Les exportations canadiennes de bois scié résineux continuent de diminuer en raison de la baisse des niveaux de production. Les États-Unis restent le marché dominant du Canada (89 % des exportations en 2023), avec des volumes en baisse vers la Chine (4,5 %) et le Japon (2,7 %).

Amérique du Nord

Si l'on combine les États-Unis et le Canada, la production totale de l'Amérique du Nord est légèrement inférieure à la consommation à partir de 2022. Cela signifie que des importations nettes (plus d'importations et moins d'exportations) seront probablement nécessaires pour répondre à la demande nord-américaine au cours des deux prochaines années. C'est le rôle que peuvent jouer les exportations européennes vers les États-Unis, étant donné que les exportations européennes ont généralement tendance à augmenter, en particulier lorsque les prix sont élevés.



Les prix des résineux sciés aux Etats-Unis ont été raisonnablement favorables en 2024-T1, mais se sont effondrés au T2, en particulier ceux du Southern Yellow Pine (SYP). Les prix de 2x4 W-SPF sont tombés en dessous de 400 US$/Mbf (258 US$/m3, FOB usine) et ceux du SYP en dessous de 300 US$/ Mbf (194 US$/m3, FOB usine) - les niveaux les plus bas pour le SYP depuis 12 ans. Ces niveaux sont inférieurs au seuil de rentabilité pour les deux régions.

Un résumé de la production nord-américaine de bois résineux sciés, des importations et exportations offshore, ainsi que de la consommation estimée est présenté page suivante.

Offre et demande de sciages résineux en Amérique du Nord (millions de m3, net)

US + Canada	20	21	22	23	24f	25f
Production	99.0	100.5	97.6	95.0	96.6	99.3
Offshore Imports	5.1	5.7	6.9	6.5	5.7	6.5
Offshore Exports	5.2	5.1	4.1	4.1	3.3	4.1
Consumption	98.9	101.1	100.5	97.5	98.9	101.7

Chine

Les informations suivantes sont extraites du rapport China Forest, Log and Lumber Outlook to 2035 publié en mars 2024 par RUSS TAYLOR GLOBAL et MARGULES GROOME CONSULTING.

Le bois consommé sur le marché de la construction en Chine a généralement représenté plus de 50 % des volumes totaux de bois vendus au cours des deux dernières décennies, mais moins de 40 % en 2023 en raison du ralentissement de la construction. Les tendances du marché du logement et de la construction étant déterminantes pour les importations de grumes et de bois d'œuvre en Chine, cela explique l'effondrement des importations depuis 2020.

À court terme, la stabilité démographique devrait continuer à stimuler la croissance de la construction résidentielle en Chine. L'augmentation des revenus des ménages, ainsi que la migration de la population des zones rurales vers les zones urbaines, devraient également stimuler la demande de construction résidentielle dans le pays après que le marché ait atteint son point le plus bas. L'importance accrue accordée aux logements abordables, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, alimentera la poursuite du développement du secteur de la construction résidentielle.

Les promoteurs immobiliers, en proie à des difficultés financières, continuent de réduire leurs investissements dans de nouveaux projets de construction, préférant utiliser les revenus supplémentaires pour rembourser leurs créanciers ou terminer les unités existantes.

Les mises en chantier ont commencé à chuter brutalement après l'introduction, en 2020, des « trois lignes rouges », c'est-à-dire des restrictions de financement (relatives au rapport entre la dette et les liquidités, les capitaux propres et les actifs). Le total des mises en chantier s'élevait à 1,206 milliard de m2 en 2022 et s'est terminé à près de 950 millions de m2 en 2023, soit moins de la moitié du pic atteint en 2019-20. Les achats de terrains par les promoteurs ne représentent également qu'une fraction des niveaux historiques.

La conséquence immédiate de l'aggravation de la baisse des ventes a été d'affaiblir davantage les promoteurs immobiliers déjà fragiles, en particulier les entreprises du secteur privé. Près de la moitié des promoteurs privés, en termes d'actifs, semblent avoir subi des tensions de liquidité en 2022, et leurs flux de financement se contractent à nouveau fortement en glissement annuel. Les difficultés rencontrées par Country Garden et la liquidation ordonnée d'Evergrande sont les plus visibles.

Pendant la majeure partie de l'année 2023, le gouvernement chinois a réagi à la baisse des ventes en abaissant les taux hypothécaires et en assouplissant les restrictions locales en matière d'achat de logements. Ces mesures visant à rendre le logement moins cher et plus accessible n'ont pas eu d'impact perceptible sur les ventes. À l'avenir, les responsables politiques chinois commencent à mettre en œuvre trois grands projets visant à stimuler les dépenses publiques dans le secteur de la construction :

1. Construire davantage de logements sociaux et abordables.
2. Rénover les « villages urbains ».
3. Améliorer la mise en place d'infrastructures d'urgence en cas de catastrophe naturelle.

Parmi ces trois initiatives, le programme des villages urbains, en particulier, qui implique la démolition ou la rénovation de logements abandonnés dans les plus grandes villes, devrait avoir un impact significatif sur la construction immobilière à l'avenir.

Les perspectives pour la Chine en 2024 dépendent donc fortement de la politique gouvernementale, qui est plus difficile à interpréter que d'habitude à mesure que les délibérations deviennent plus opaques. Si l'on ne reviendra pas sur les méthodes de maximisation de la croissance des administrations précédentes, la pensée de Pékin continue d'évoluer. L'influence de l'orthodoxie politique qui était évidente pendant le second mandat de Xi s'est estompée alors qu'une nouvelle génération de fonctionnaires a pris les rênes des principales agences économiques.

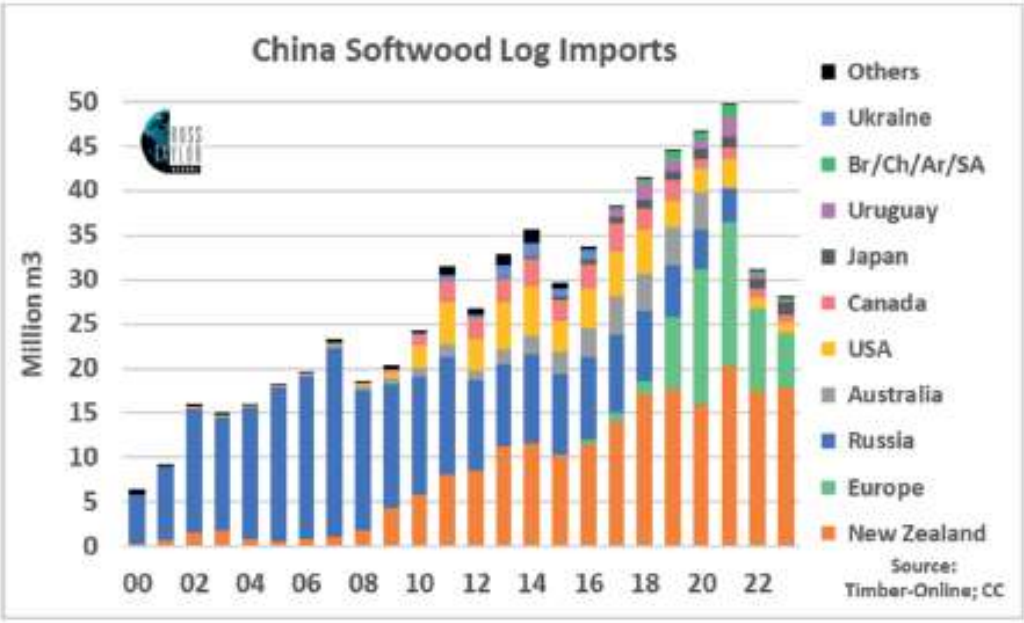
Le nombre total de mises en chantier a atteint un sommet en 2019 et a légèrement diminué en 2020 avant de chuter de 60 % en 2023. Les ventes de logements résidentiels accusent un retard d'environ six mois à un an par rapport aux mises en chantier et ont également chuté.

La confiance des consommateurs étant faible et la liquidation d'Evergrande et l'instabilité financière de dizaines d'autres entreprises de construction exerçant des pressions supplémentaires, les perspectives sont assez spéculatives. Comme par le passé, ce sont très probablement les actions des politiques et initiatives gouvernementales qui permettront au marché du logement de se stabiliser. Toutefois, le niveau de construction de logements sera beaucoup plus faible, car les stocks de logements sont toujours supérieurs aux niveaux normaux et la population diminue.



Les prévisions de base du rapport sur les perspectives de la Chine supposent qu'une lente reprise de l'immobilier commencera au second semestre 2025. Certains prévisionnistes estiment que le creux de la vague pourrait survenir plus tôt, en 2024, tandis que d'autres pensent qu'il faudra attendre quelques années, ce qui donne lieu à de nombreuses spéculations.

La Russie dominait autrefois les exportations de grumes vers la Chine, mais avec l'interdiction d'exporter des grumes en janvier 2022, la Nouvelle-Zélande est désormais le principal fournisseur. Les importations de grumes d'épicéa tuées par le scolyte européen ont grimpé en flèche de 2019 à 2021, mais elles ralentissent à présent à mesure que le volume des forêts infestées et tuées par le scolyte diminue. Les autres pays exportateurs (États-Unis, Canada, Uruguay, Brésil, Afrique du Sud) ont une croissance des exportations relativement faible. Le Japon et l'Australie (sans restrictions à l'importation) sont deux fournisseurs dont les importations de grumes vers la Chine pourraient augmenter. La baisse de la demande en 2022 et 2023 a considérablement réduit les importations totales de grumes vers la Chine de 46 % par rapport à 2021.

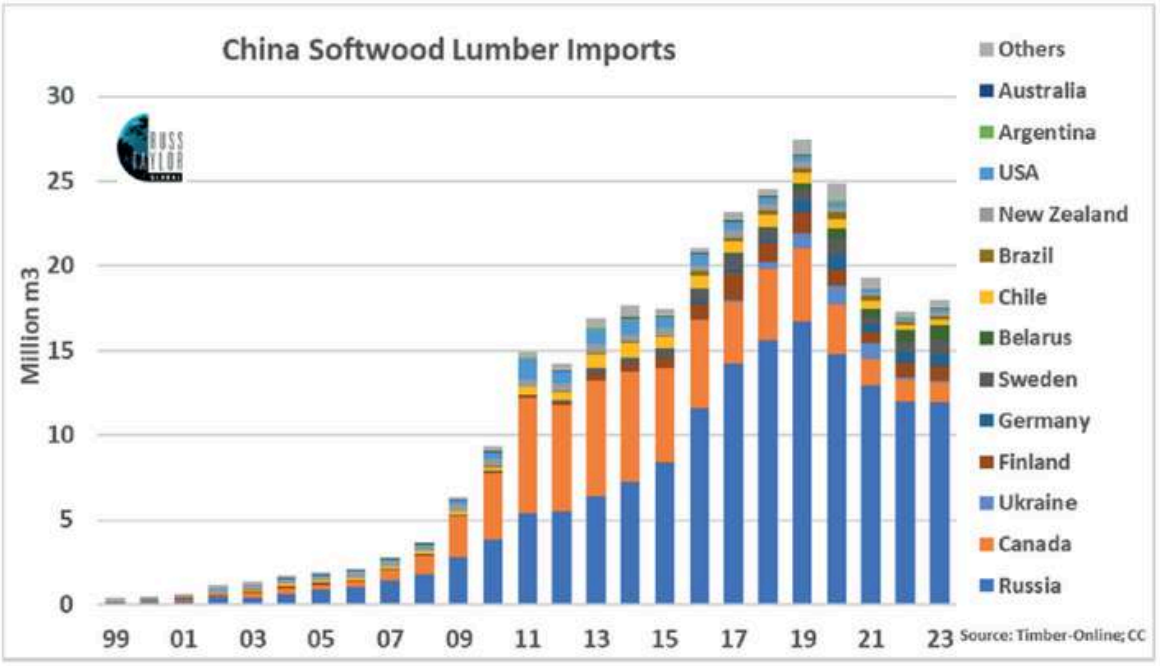


Même la Nouvelle-Zélande sera confrontée à des réductions de la récolte de bois vers 2026-27, avec une baisse de 7 millions de m3 par rapport aux niveaux de 2023 d'ici 2033. Par conséquent, les importations de grumes de la Chine ne devraient pas dépasser les niveaux atteints en 2023 avant très longtemps et diminueront au cours des cinq à dix prochaines années.

Le bois d'œuvre chinois est produit à partir de trois sources :

- Les grumes nationales - provenant des forêts nationales, principalement des plantations, et transformées dans les scieries nationales.
- Grumes importées - en provenance de nombreux pays d'outre-mer et transformées dans les scieries nationales.
- Bois d'œuvre importé - en provenance de nombreux pays d'outre-mer.

La récolte intérieure de bois résineux de la Chine devrait rester relativement stable, de sorte qu'aucune augmentation de l'offre n'est attendue. Sans augmentation des importations de grumes de résineux, il y aura, par défaut, une demande considérable et croissante d'importations de bois d'œuvre de résineux par la Chine au cours des cinq à dix prochaines années.



Le Canada était le principal fournisseur de bois de sciage de la Chine à l'époque où la Colombie-Britannique récoltait d'importants volumes de grumes tuées par le dendroctone du pin ponderosa, ce qui permettait de produire d'énormes volumes de bois d'œuvre de qualité inférieure utilisés dans la fabrication du béton. Ces volumes ayant pratiquement disparu, les exportations canadiennes vers la Chine sont aujourd'hui minimes. Depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, des sanctions ont limité les exportations de bois d'œuvre russe vers de nombreux pays, dont l'Europe, les États-Unis et le Canada. En conséquence, les exportations russes de bois d'œuvre vers la Chine sont restées à des niveaux élevés (65 % des exportations) malgré la réduction de la production de bois d'œuvre à la suite des sanctions.

Après la Russie et le Canada, la deuxième grande région exportatrice de sciages vers la Chine en 2023 était l'Europe (3,2 millions de m3 en 2023), suivie par les pays de plantation de pins de l'hémisphère sud (1,3 million de m3) et le Belarus (1,0 million de m3). Les exportations futures de sciages vers la Chine dépendront en partie des prix chinois - ils ont été bas en raison d'une offre excédentaire pendant de nombreuses années, mais cela devrait changer à l'approche de 2030, lorsque davantage de sciages seront nécessaires pour remplacer les grumes !

Les perspectives d'exportation de bois d'œuvre vers la Chine au cours des cinq à dix prochaines années semblent assez spectaculaires, si l'on se base sur les hypothèses présentées dans le rapport sur les perspectives de la Chine. Pour attirer davantage de bois d'œuvre supplémentaire en provenance des pays exportateurs, il est prévu que les prix du bois d'œuvre en Chine devront augmenter de manière significative pour attirer davantage de fournisseurs. Il en va de même pour les importations de grumes ! Ces questions et d'autres seront abordées lors du GLOBAL WOOD SUMMIT, qui se tiendra à Vancouver (Colombie-Britannique) du 28 au 30 octobre 2024.

Russie

According to official operational data from Rosstat, in 2023 the volume of production of softwood and hardwood lumber in Russia decreased by 4.5% y/y. Thus, lumber production shows a decline for the second year in a row. However, the pace of decline is slowing: in 2022, production decreased by 10% y/y. Taking into account additional estimates (Rosstat does not collect data on SMEs), the production volume in 2023 can be estimated at 38.9 million m3. Peak production was recorded in 2019: 44.4 million m3. Over 5 years, a decrease of 5.5 million m3.

The financial performance of Russian sawmills hit rock bottom in Q4 2022 and began to improve in 2023. For example, the financial turnover of organizations (in a full circle) for 1-3 quarters. 2023 was only 4% (268 billion rubles) lower than the indicators for 1-3 quarters. 2022 Revenue from lumber sales decreased by 7% YoY (RUB 183 billion). In 2023, an increase in the total volume of orders (contracts) for the supply of products in subsequent periods was recorded by 79% year-on-year. However, the Russian sawmill industry remained unprofitable for five consecutive quarters, posting a net cumulative loss since Q3 2022 in the amount of 6.8 billion rubles.

Return on sales also remains in the negative zone: -2.6%. In 4th quarter 2022 return on sales was -30%. As of the end of 2023, Russia’s sawnwood and log exports reached 25 million cubic meters, compared with 27 million cubic meters in the same period last year, a decrease of 7%. Russian timber was shipped to more than 50 destinations in 2023.

The main export destination is still China. According to Roslesinforge, approximately 14 million cubic meters of sawn timber and logs were shipped to China, accounting for 56% of Russia's total exports. Among them, sawn timber increased by 3%, accounting for 67% of the total sawn timber. The supply of pine sawn timber in the Chinese market exceeded that of spruce sawn timber; logs fell by 25% as expected. Other smaller markets also experienced growth. For example, Turkey increased 2.3 times to 280,000 cubic meters; the United Arab Emirates increased 64% to 490,000 cubic meters.

Regarding the prospects of Russian timber exports, Yulia Kuznetsova, a Russian investment consultant, pointed out that the total volume of timber exports is expected to decrease by 7% per year in the next few years. The reason she gave was that many countries refused to cooperate with Russia due to Russian sanctions. Denis Paleyev, associate professor at the Department of National Economy at the School of Economics of the People's Friendship University of Russia and a doctoral candidate in technical sciences, said that there are many reasons for the decline in investment in the Russian timber industry.

First, it is an increase in central bank interest rates that increases the cost of all credit money in the country.

Secondly, timber exports dropped significantly. Before the war began, almost half of the timber exported went to countries that are currently unfriendly, such as EU countries, as well as Japan and the United States. He pointed out that now our main buyer has become China. Although China's exports have increased several times, it still cannot make up for the losses of Western partners.

Third, logistics problems have become prominent since 2022. Traditionally, timber was shipped from the Northwest to Europe and from Siberia to China. With the launch of the North Atlantic Treaty Organization, container traffic from China increased dramatically. As a result, in the European part of Russia, there was a problem of returning empty containers, and the carrier reduced the price of containers transporting wood to China by nearly 10 times (Source: Global Wood Markets Info, 2024).

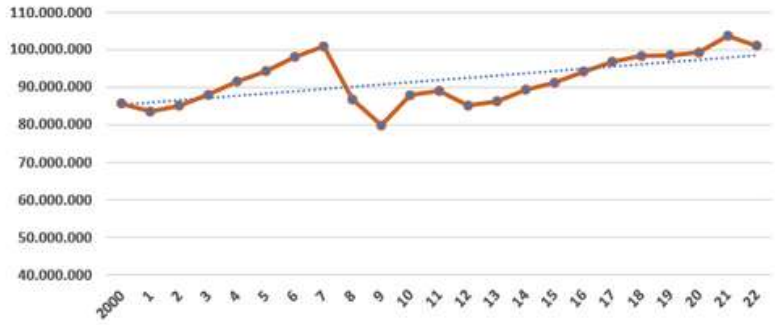
PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE MARCHÉ EOS AVRIL 2024

Ce chapitre analyse les marchés des sciages au cours des dernières années dans les pays de l'EOS en général (les grands pays consommateurs tels que l'Italie* et le Royaume-Uni, qui ne sont pas membres de l'EOS, sont également inclus).

Informations générales sur les marchés du bois

Ce chapitre porte sur la dynamique à long terme : nous fournissons quelques données concernant la performance des marchés du sciage au cours des vingt dernières années en termes de production de bois résineux et de bois feuillus dans l'ensemble de l'Union européenne.

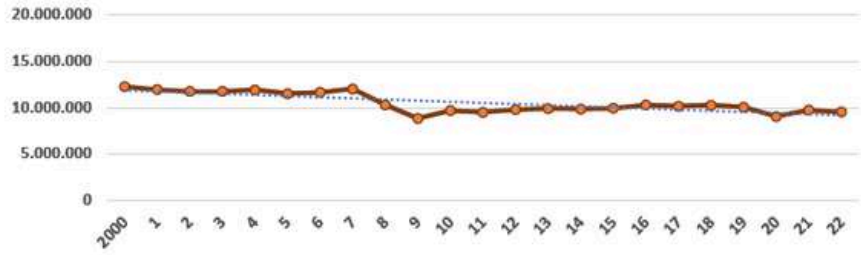
Production de sciages résineux de l'UE 2000-2022 en m³



Source: FAOstat, EOS reelaboration

La production de bois scié résineux a atteint son maximum dans l'UE juste avant la crise financière mondiale de 2008, mais ce pic a été dépassé en 2021. Après quelques années de stagnation juste après la crise de 2008, la production a augmenté régulièrement en ligne avec le PIB (ou même à un rythme plus élevé certaines années) pendant quelques années grâce à de fortes exportations et à la reprise des marchés de la construction. Lorsque Covid a frappé, ainsi que les attaques de scolytes en Europe centrale qui ont culminé en 2019-2020, la combinaison de matières premières abondantes disponibles et d'une forte demande dans toute l'Europe a déterminé un nouveau pic de production en 2021. L'année 2022 a été marquée par un ralentissement, principalement dû aux conséquences de la guerre en Ukraine. En 2023, le déclin de la production s'est accéléré dans un contexte de demande difficile (inflation, faiblesse des marchés de la construction).

Production de sciages feuillus de l'UE 2001-2021 en m³



Source: FAOstat, EOS reelaboration

* For Italy only hardwood data are available in the general section. Softwood data have been taken from UNECE/FAO and are available in the Italy section, but they do not seem reliable

En termes de volumes, la production de bois feuillus sciés dans l'Union européenne ne s'est jamais vraiment rétablie après la crise financière mondiale de 2008. Si la production n'a jamais été aussi élevée qu'il y a 15 ou 20 ans, elle a connu de bonnes périodes au cours des dernières années, les scieries européennes étant compétitives sur le marché mondial et produisant des produits de première qualité. Toutefois, les exportations importantes de matières premières de qualité vers les pays asiatiques (en particulier la Chine) ont entravé le secteur. Les exportations non durables de grumes entravent depuis de nombreuses années l'industrie du bois dur en France, en Belgique et en Allemagne, ainsi que dans d'autres pays européens. L'industrie du parquet, qui consomme de grandes quantités, en particulier de chêne, n'a pas non plus beaucoup progressé au cours des dernières années (voir l'article sur le parquet pour plus d'informations). L'industrie du meuble est également en difficulté. Le secteur des bois feuillus à fort potentiel reste très orienté vers l'exportation, mais il est important que les consommateurs européens augmentent leur demande en bois feuillus sciés.

Sciages de résineux

Vue d'ensemble de la production de sciages de résineux de l'EOS

Aperçu de la production de sciages résineux d'EOS 2019-2024 en 1 000 m³

	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	23/22 % var.
AT	10,233	10,305	10,582	10,100	9,125	9,200	-9.7%
BE	1,450	1,460	1,500	1,450	1,350	1,350	-6.9%
CH	1,077	1,060	1,196	1,195	1,171	1,124	-2.0%
DE	23,304	25,216	25,337	24,309	22,944	22,400	-5.6%
DK	331	360	400	375	375	375	0.0%
FI	11,354	10,884	11,900	11,200	10,400	9,700	-7.1%
FR	6,455	6,260	7,273	7,159	7,000	6,750	-2.2%
LV	2,660	2,600	2,700	2,847	2,569	2,600	-9.8%
NO	2,650	2,680	2,811	2,705	2,490	2,600	-7.9%
RO	3,500	3,000	3,500	3,200	2,900	3,000	-9.4%
SE	18,600	18,600	19,050	18,870	17,800	17,500	-5.7%
UK	3,410	3,302	3,574	3,108	2,860	2,860	-8.0%
EOS	**85,024**	**85,727**	**89,823**	**86,518**	**80,984**	**79,459**	**-6.4%**

*Estimates. UK data is taken from various sources including UNECE/FAO, Timber Development UK.

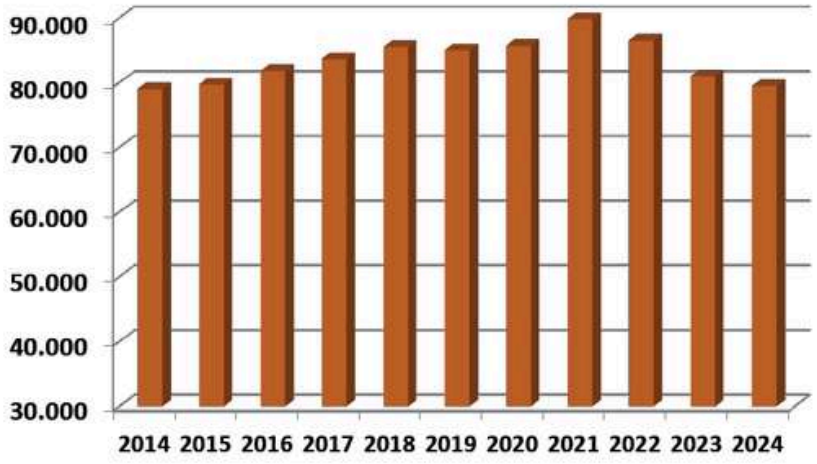
La production de sciages de résineux dans les pays membres de l'EOS et au Royaume-Uni a atteint son maximum en 2021. À partir du deuxième semestre 2022, les marchés se sont repliés et 2023 a été une année difficile pour tous les pays d'Europe, pratiquement sans exception. Les prix de vente du bois scié ont généralement fortement baissé, de sorte que, si la production a diminué de 5 à 10 % dans les pays membres de l'EOS, la baisse du chiffre d'affaires a été beaucoup plus importante. À l'étranger, la situation a été tout aussi difficile, avec des exportations modérées dans tous les secteurs, à l'exception des États-Unis.

La rentabilité des scieries a été entamée par la persistance des prix élevés de l'énergie, dans de nombreux cas par les prix élevés des matières premières et par l'augmentation des coûts de personnel. De nombreux pays ont mis l'accent sur la déconnexion entre les prix modérés du bois de sciage et les prix élevés des matières premières. L'approvisionnement en grumes à des prix abordables sera une question qui dominera les marchés dans les années à venir.

Les augmentations de capacité ont été importantes au cours des deux dernières années et les projections pour 2024 indiquent que cette tendance s'est arrêtée.

Avec une production prévue de 22,9 millions de m3 en 2023 (-5,6 % par rapport à 2022), l'Allemagne reste le plus grand producteur de sciages résineux au sein de la communauté EOS. La Suède arrive en deuxième position avec environ 17,8 millions de m3 en 2023 (-5,7% par rapport à 2022). La Finlande reste le troisième producteur avec 10,4 millions de m3 (-7,1% vs 2022), devant l'Autriche avec 9,1 millions de m3 (-9,7% vs 2022). La France reste le cinquième producteur avec 7 millions de m3 (-2,2% vs 2022). La production devrait à nouveau diminuer en 2024, mais l'industrie espère que le marché atteindra son niveau le plus bas cette année.

Volumes de production de sciages résineux dans les pays membres de l'EOS 2014-2024 (1 000 m³) - TOTAL



Vue d'ensemble de la consommation de sciages de résineux de l'EOS

Aperçu de la consommation de sciages de résineux de l'EOS 2019-2024 en 1 000 m3

	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	23/22 % var.
AT	5,954	6,132	6,546	6,155	5,194	5,300	-15.6%
BE	2,650	2,710	3,300	2,373	1,640	1,650	-30.9%
CH	1,183	1,154	1,213	1,231	1,193	1,166	-3.1%
DE	19,412	20,649	20,186	17,294	16,059	15,700	-7.1%
DK	1261	2655	1,574	1,278	1,175	1,325	-8.1%
FI	2,506	2,681	2,800	2,300	2,000	1,900	-13.0%
FR	8,350	7,970	9,463	8,940	8,490	8,350	-5.0%
LV	854	782	1,039	780	600	600	-23.1%
NO	2,920	2,864	3,192	2,679	2,328	2,500	-13.1%
RO	2,800	2,100	2,000	1,900	1,900	2,000	0.0%
SE	5,500	5,200	5,800	4,900	4,410	4,400	-10.0%
UK	9,611	9,772	10,915	8,619	8,460	8,460	-1.8%
EOS	**63,002**	**64,669**	**68,028**	**58,449**	**53,449**	**53,351**	**-8.6%**

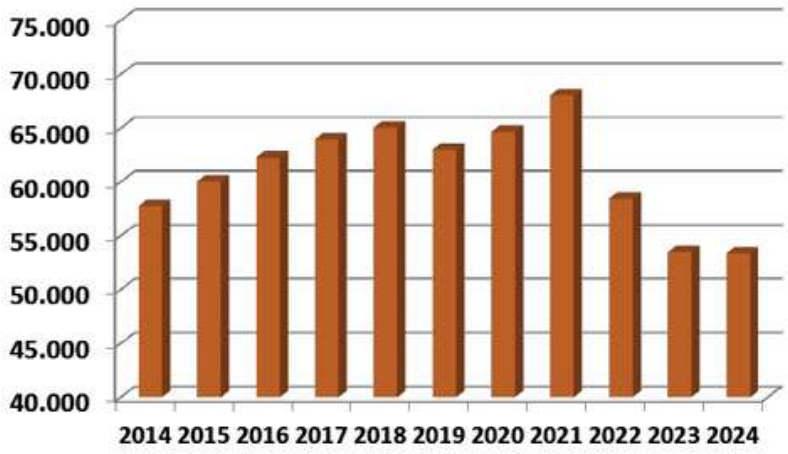
*Estimates. UK data is taken from various sources including UNECE/FAO, Timber Development UK.

Dans ce groupe de pays (EOS+UK), la demande de sciages de résineux a atteint son maximum en 2021 et a baissé de plus de 20 % au cours des deux dernières années, ce qui est inhabituel. La baisse de la demande a été généralisée en Europe et aucun pays n'a échappé à la tendance négative.

La consommation de bois de sciage en Europe a chuté de manière remarquable, ce qui est principalement dû à la faiblesse persistante du secteur de la construction.
Si l'inflation a baissé, elle est restée jusqu'à présent trop élevée et les taux d'intérêt sont encore importants, ce qui a un effet néfaste sur les marchés de la construction. Ces derniers consomment la majeure partie du bois de sciage produit en Europe, de sorte que leur ralentissement laisse présager une baisse de la consommation de bois de sciage.

Du côté positif, le bois en tant que matériau de construction continue (lentement) à gagner des parts de marché et c'est un matériau de choix pour de nombreux consommateurs, en particulier depuis le début de la pandémie - il y a des exceptions dans certains pays européens, mais dans l'ensemble, les perspectives pour le bois en tant que matériau de construction restent positives.
En 2024, on s'attend à une nouvelle baisse de la demande de bois scié résineux, mais à moins d'un nouveau choc économique suite à la guerre en Ukraine et à l'explosion de l'inflation en 2022-2023, la demande ne devrait diminuer que légèrement. Malheureusement, les marchés de la construction devraient rester modérés même à moyen terme, de sorte qu'il est difficile d'envisager un véritable redressement avant 2025.

Volumes de consommation de sciages de résineux dans les pays membres de l'EOS 2014-2024 (1 000 m3) - TOTAL



Sciages de feuillus

Vue d'ensemble de la production de sciages de feuillus de l'EOS

Aperçu de la production de sciages feuillus d'EOS 2019-2024 en 1 000 m³

	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	23/22 % var.
AT	212	165	198	240	247	247	2.9%
BE	150	100	90	100	100	90	0.0%
CH	48	55	52	56	55	55	-1.8%
DE	1,167	962	1,060	1,001	877	940	-12.4%
DK	85	75	75	70	70	70	0.0%
FI	30	36	54	50	50	50	0.0%
FR	1,379	1,240	1,359	1,267	1,250	1,200	-1.3%
IT	600	612	500	495	495	495	0.0%
LV	600	600	808	900	615	605	-31.7%
NO	0	0	0	0	0	0	-
RO	1,600	1,615	1,700	1,450	1,200	1,200	-17.2%
SE	100	100	100	100	100	100	0.0%
UK	47	37	37	37	40	40	8.1%
EOS	**6,018**	**5,597**	**6,033**	**5,766**	**5,099**	**5,092**	**-11.6%**

*Estimates; Italy, UK, Sweden and Finland data is taken from UNECE/FAO

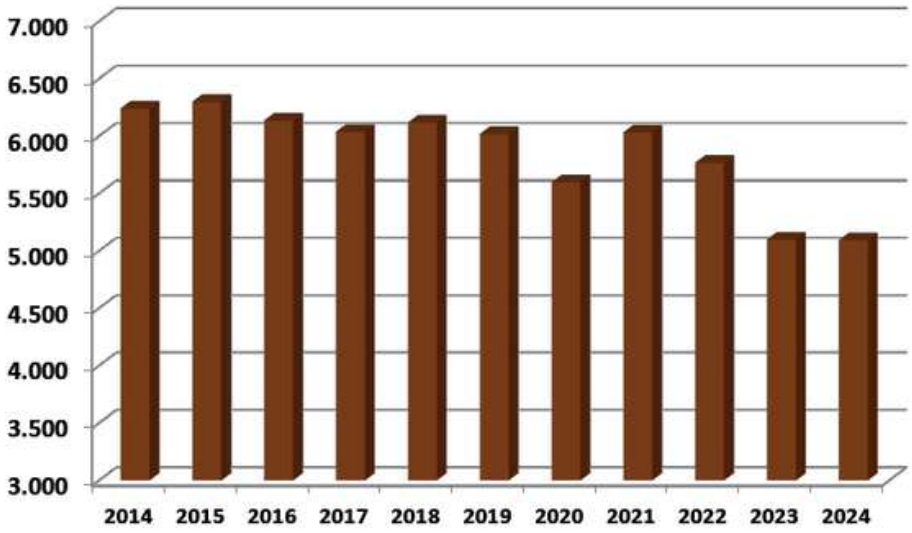
La production dans le secteur des bois feuillus sciés a été considérablement affectée par le contexte économique négatif en 2023, les trois plus grands pays producteurs - la Roumanie, la France et l'Allemagne - ayant tous enregistré des baisses. En France, la baisse a été moins importante (un peu plus de 1 %), tandis qu'en Allemagne et en Roumanie, elle a été significative. Globalement, au niveau de l'EOS, une baisse de plus de 11 % est prévue pour 2023, tandis qu'en 2024, la production devrait atteindre son niveau le plus bas et se stabiliser quelque peu.

Les législations nationales et européennes réduisent la disponibilité des matières premières, tandis que de nombreuses essences de bois feuillus restent sous-utilisées. Par exemple, en Allemagne, les mesures politiques visant à restreindre la gestion forestière et l'exploitation du hêtre, ainsi que les exportations élevées de bois rond et la demande accrue d'assortiments de bois de chauffage (en Roumanie, mais aussi dans d'autres pays), posent des problèmes. Les prix des matières premières sont assez élevés. Du côté positif, les exportations de grumes de chêne vers la Chine ont fortement diminué en raison du ralentissement économique dans l'Empire du Milieu.

Les entreprises de bois feuillus qui dépendent du commerce extérieur sont affectées par la situation géopolitique : les exportations à longue distance sont entravées par les tensions au Moyen-Orient. Les marchés de la région MENA se portent un peu mieux que ceux de l'Asie de l'Est, mais dans l'ensemble, tant dans le secteur du hêtre que dans celui du chêne, on observe en 2023 une baisse d'environ 15/20 % des exportations vers les marchés d'outre-mer. On peut toutefois espérer que les choses s'améliorent.

Enfin, il convient de noter que certains membres de l'EOS ont signalé une diminution de la capacité dans le secteur des bois feuillus pour 2023-2024.

Volumes de production de sciages feuillus dans les pays membres de l'EOS 2014-2024 (1 000 m³) - TOTAL



Vue d'ensemble de la consommation de sciages de feuillus de l'EOS

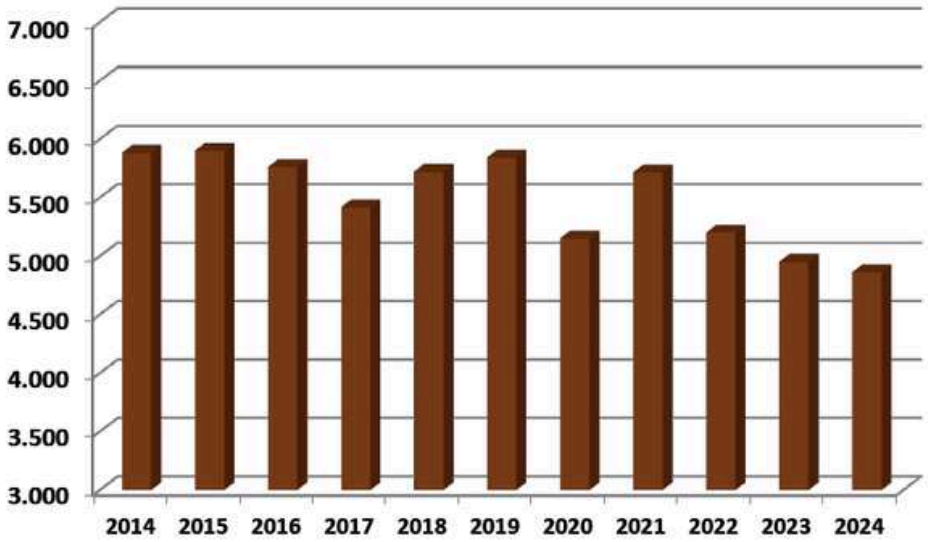
Aperçu de la consommation de sciages de feuillus de l'EOS 2019-2024 en 1 000 m3

	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	23/22 % var.
AT	247	200	199	308	261	257	-15.3%
BE	210	160	410	300	185	190	-38.3%
CH	72	72	64	70	70	70	0.0%
DE	792	659	772	697	630	610	-9.6%
DK	120	105	120	111	100	110	-9.9%
FI	42	47	64	84	44	44	-47.6%
FR	1,282	1,090	1,020	1,025	1,080	1,000	5.4%
IT	1,034	986	1,020	819	791	791	-3.4%
LV	262	196	250	256	250	250	-2.3%
NO	31	31	31	31	31	31	0.0%
RO	1,080	1,010	1,100	800	800	800	0.0%
SE	138	106	110	142	140	140	-1.4%
UK	533	489	555	556	568	568	2.2%
EOS	**5,842**	**5,151**	**5,715**	**5,199**	**4,950**	**4,861**	**-4.8%**

*Estimates; Italy and UK data is taken from UNECE/FAO

D'après nos prévisions, la consommation de bois feuillus sciés a diminué d'environ 5 % dans ce groupe de pays au cours de l'année 2023. Le pic de consommation atteint en 2021 n'a pas pu être reproduit en 2022 et 2023 en raison de conditions défavorables dans plusieurs industries en aval en Europe et au-delà. Par exemple, la faiblesse du marché de l'ameublement est un facteur négatif pour la consommation de bois dur : sur le marché européen de l'ameublement en bois, la production et la consommation ont chuté respectivement de 11 % et 12 % en 2022. La production et la consommation ont ensuite chuté de 8 % et 11 % respectivement en 2023. De même, le marché européen du parquet, qui était déjà très faible en 2022, a connu une baisse significative en 2023 (voir le focus spécial sur le parquet pour plus d'informations).

Volumes de consommation de sciages de feuillus dans les pays membres de l'EOS 2014-2023 (1 000 m3) - TOTAL



Focus sur les produits connexes

Certains pays de l'EOS ont partagé des données sur les sous-produits des scieries, qui sont présentées ci-dessous.

Volumes de production de sciure dans les pays membres de l'EOS 2022-2024 (000 m3)

	2022	2023*	2024*	*23/22 % var.*
AT	3,556	2,703	2,706	-24.0%
BE	214	201	199	-6.5%
CH	224	224	224	0.2%
DE	5,400	5,082	4,979	-5.9%
FI	3,350	3,100	2,900	-7.5%
LV	1,192	1,013	1,019	-15.1%
RO	200	180	180	-10.0%
TOTAL	**14,136**	**12,502**	**12,208**	**-11.6%**

*Estimates

Volumes de production de copeaux dans les pays membres d'EOS 2022-2024 (000 m3)

	2022	2023*	2024*	23/22 % var.
AT	3,905	3,493	3,502	-10.5%
BE	812	760	754	-6.5%
CH	522	522	522	0.0%
DE	11,474	10,799	10,581	-5.9%
FI	7,400	6,900	6,400	-6.8%
LV	3,447	2,929	2,949	-15.0%
RO	300	250	250	-16.7%
TOTAL	**27,860**	**25,652**	**24,958**	**-7.9%**

*Estimates

Volumes de production d'écorces dans les pays membres d'EOS 2022-2024 (000 m3)

	2022	2023*	2024*	23/22 % var.
AT	1,078	1,140	1,140	5.7%
BE	118	116	115	-1.5%
CH	186	186	186	0.0%
DE	unav.	unav.	unav.	
FI	3,100	2,900	2,700	-6.5%
LV	850	764	769	-10.1%
RO	1,600	1,550	1,550	-3.1%
TOTAL	**6,932**	**6,656**	**6,461**	**-4.0%**

*Estimates

Focus sur les exportations de sciages

L'industrie européenne de la scierie est une industrie très internationale. Les exportations vers les marchés étrangers représentent une part importante des revenus de nombreuses scieries en Europe. Ci-dessous, les exportations des pays de l'EOS.

Volumes d'exportation de sciages de résineux dans les pays membres de l'EOS 2019-2024 (000 m3)

	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	23/22 % var.
AT	6,068	5,950	5,947	5,747	5,268	5,300	-8.3%
BE	1,500	1,700	1,300	860	810	900	-5.8%
CH	201	197	213	179	186	178	3.7%
DE	9,344	10,120	10,954	11,162	9,957	9,200	-10.8%
DK	280	275	305	310	300	300	-3.2%
FI	9,298	8,554	9,100	8,900	8,600	7,800	-3.4%
FR	755	890	910	860	760	800	-11.6%
LV	2,906	2,912	3,094	2,870	2,411	2,300	-16.0%
NO	694	832	685	843	906	800	7.5%
RO	1,150	1,200	1,700	1,600	1,100	1,100	-31.3%
SE	12,700	14,100	12,670	13,800	14,000	13,500	1.4%
UK	193	190	237	165	120	120	-27.3%
EOS	**45,089**	**46,920**	**47,115**	**47,296**	**44,417**	**42,298**	**-6.1%**

*Estimates

Volumes d'exportation de sciages de feuillus dans les pays membres de l'EOS 2019-2024 (000 m3)

	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	23/22 % var.
AT	149	124	170	142	107	110	-24.6%
BE	360	360	250	201	204	210	1.5%
CH	22	22	16	21	15	15	-28.6%
DE	746	687	758	699	486	590	-30.5%
DK	35	60	90	90	80	80	-11.1%
FI	11	20	20	23	20	20	-13.0%
FR	430	350	400	425	350	380	-17.6%
LV	378	448	633	697	377	370	-45.9%
NO	0	0	0	0	0	0	-
RO	650	710	700	750	500	500	-33.3%
SE	32	37	39	41	40	40	-2.4%
UK	19	18	20	17	20	20	17.6%
EOS	**2,832**	**2,836**	**3,096**	**3,106**	**2,199**	**2,335**	**-29.2%**

*Estimates

RAPPORT NATIONAL

FRANCE



Source: Fédération Nationale du Bois

General economic information

	2022	2023	2024
Population *(million)*	67.84	68.3	68.8
GDP Growth *(%)*	2.6	0.9	0.9
Inflation rate *(%)*	5.2	4.9	2.4
Unemployment rate *(%)*	7.2	7.5	7.6
Construction industry			
Buildings permits (units)	482 200	371 200	320 000
Housing starts (units)	376 200	296 400	250 000
Housing completions (units)	n.a.	n.a.	n.a.
Wage Development *(%)*	5.0	3.9	3.0
Average working time in sawmilling *(h/week)*	39	39	39

2023 and 2024 data are estimates

Sawn Softwood (in 1,000 m³)

	2022	2023	2024
Production	7 159	7 000	6 750
Imports	2 800	2 250	2 400
Exports	860	760	800
Consumption	8 940	8 490	8 350

2023 and 2024 data are estimates

Sawn Hardwood (in 1,000 m³)

	2022	2023	2024
Production	1 267	1 250	1 200
Imports	200	180	180
Exports	425	350	380
Consumption	1 025	1 080	1 000

2023 and 2024 data are estimates

Availability of logs

	2022	2023	2024
Softwood	4	3	3
Hardwood	2	2	2

(1 = low; 2 = medium low; 3 = normal; 4 = medium high; 5 = high)

Marché français | Commentaire

L'année 2023 s'est déroulée en 2 phases avec un 1er semestre dans la continuité de 2022 puis un 2ème semestre compliqué avec un fort décrochage du marché.

Pendant la période 2020-2022 les scieries ont bénéficié d'une relocalisation des approvisionnements et d'un rebond d'activité. La peur de ruptures d'approvisionnements était présente. L'activité est tombée au 1 trimestre de 120% à 90 %, le signal de ralentissement donné par le marché provoquant un ajustement des stocks. Des achats à l'import supérieurs à la demande fin 2022 début 2023 sont aussi à l'origine du fort ralentissement, le temps qu'offre et demande s'ajustent et que chaque entreprise ajuste ses propres stocks.

Sur la même période, les scieries ont dû s'adapter à la hausse de leurs coûts de production en raison de la flambée du prix de l'électricité de la hausse des salaires, de l'inflation et plus généralement de prix des grumes qui reste élevé.

Le marché de la construction qui avait bien tenu en 2022 grâce en particulier aux travaux des Jeux olympiques glisse brutalement dans un contexte de doute et de crise. Les constructions neuves, maisons individuelles notamment, ont chuté de 25% sur la période. En revanche le marché de la rénovation s'est relativement mieux tenu, les artisans ayant un carnet de commandes important et une capacité de résilience plus forte. Le marché de la palette a connu un très fort ralentissement en fin d'année 2023. Après une période de 2 ans « d'euphorie », 2023 constitue un retour brutal à la réalité d'un marché de la construction très cyclique et dominé par les effets des politiques publiques.

2024 a débuté dans une atmosphère tendue et d'inquiétude.

Sous l'effet de la maîtrise de l'offre par les scieries qui ont volontairement baissé leurs volumes de sciages et la fin de l'ajustement des stocks, le marché se stabilise avec un taux d'activité entre 92 et 94%. Ce niveau d'activité est un peu meilleur que prévu mais dans un contexte tarifaire beaucoup plus difficile.

La valorisation des connexes est plus compliquée en raison d'un marché des granulés mis en difficulté par une météo très douce et une moindre dynamique après les fortes hausses de prix. Certaines entreprises ont saisi l'occasion pour aller capter des volumes à l'exportation de sciages afin de préserver leur activité et éviter une chute des prix trop violente.

Coté ressource forestière la crise des scolytes n'est toujours pas stabilisée et d'autres essences comme le sapin sont touchées.

En ce début d'année 2024 c'est la météo pluvieuse qui domine avec des difficultés à sortir les bois de forêts et le risque de dégradation de la matière.

FNB
FÉDÉRATION NATIONALE DU BOIS